

Guide pour un gouvernement ouvert
et le Coronavirus:

**RÉPONSE + RÉCUPÉRATION
OUVERTE + OUVERTE**

Open
Government
Partnership



INTRODUCTION

En ce moment, l'incertitude est à son maximum pour les gouvernements, la société civile et les citoyens. Face au défi unique que représente le Coronavirus, de nouvelles politiques et approches sont testées en temps réel. De nombreux membres de la communauté du gouvernement ouvert sont profondément impliqués dans la réponse et la récupération de leur pays.

Ce guide est un guichet unique des meilleures ressources actuelles sur la façon dont les projets et les approches du gouvernement ouvert peuvent soutenir la lutte contre la pandémie. Il s'appuie sur plus de [350 exemples d'externalisation](#) provenant de la communauté du gouvernement ouvert et amplifie le travail du large éventail de partenaires thématiques du PGO, dont un grand nombre ont directement contribué au guide de par leur expertise. Le guide est destiné aux réformateurs du gouvernement ouvert qui sont à la recherche d'idées pratiques, d'outils et de ressources qui peuvent être adaptés à leur contexte particulier.

Le guide présente des recommandations et des ressources pour une réponse ouverte et une récupération ouverte, ainsi que des réformes à long terme que les membres du PGO devraient envisager pour instaurer la confiance et la résilience afin de gérer les futurs traumatismes de cette nature et bâtir des sociétés plus fortes en général. Notre intention n'est pas de présenter un ensemble irréaliste de recommandations politiques à une situation imprévisible. Dans certains contextes, la bonne réponse politique sera déjà une fusion de ce que ce guide présente en matière de réponse et de récupération, tandis qu'une réflexion précoce sur les opportunités de changements structurels plus importants dans la société a déjà commencé, par exemple à propos de filets de sécurité plus inclusifs.

Le guide est organisé par divers domaines politiques qui sont des priorités de longue date pour la communauté du gouvernement ouvert. Pour chaque sujet, le guide explique les raisons pour lesquelles il est pertinent pour la réponse et la récupération à la COVID-19, résume les recommandations clés, inclut des exemples de projets et de politiques en temps réel et fournit des liens vers des ressources pour de plus amples informations. Pour chaque domaine politique, le PGO et nos partenaires ont veillé à ce que les dimensions de genre et d'inclusion soient prises en compte et que le rôle de la société civile, du gouvernement et des outils technologiques civiques soit expliqué. En tant que projet hautement collaboratif, nous apprécions les suggestions de ressources supplémentaires pouvant être ajoutées ou de nouveaux exemples pouvant être partagés.

TABLE DE MATIÈRES

2	Introduction
4	Espace civique
8	Ouverture fiscale
12	Inclusion et genre
19	Justice
27	Mésinformation et protection de la liberté d'expression
31	Aide Internationale
36	Données ouvertes
42	Protéger la participation et la délibération
48	Marchés publics
52	Protection de la vie privée
56	Droit à l'information
61	Filets de sécurité sociale
66	Protection des dénonciateurs et intégrité scientifique





Les gouvernements prennent des mesures exceptionnelles en réponse à la COVID-19, telles que l'application de mesures de distanciation sociale et de quarantaine. Les interdictions de rassemblements en personne ont eu un impact dramatique sur l'espace civique à travers le monde. Les activités de base de nombreuses organisations de la société civile, de la tenue de réunions et d'ateliers aux activités de lobbying, de protestation et de financement, se sont interrompues de façon brutale. Il est essentiel que les libertés d'association, de réunion et d'expression soient respectées dans le cadre de ces mesures de santé publique spectaculaires.

Un espace civique sain est encore plus important en temps de crise, de l'incubation de réponses pandémiques innovantes à la garantie d'un soutien vital aux communautés vulnérables. Les changements apportés par le gouvernement à l'espace civique doivent adopter une approche transparente, responsable, participative et juridique pour garantir le respect des libertés de réunion, d'association et d'expression malgré la pandémie. Ce guide propose des recommandations de base, des exemples et des ressources pour protéger l'espace civique au cours de la COVID-19. Veuillez consulter nos futurs guides en matière de protection de la liberté d'expression et de lutte contre la désinformation et la protection de la vie privée pour de plus amples informations sur ces sujets.

Recommandations

Réponse ouverte

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

Les recommandations suivantes soulignent de façon spécifique les mesures du gouvernement ouvert pour protéger l'espace civique :

Principes juridiques

- **Fondement juridique** : Les mesures affectant la liberté de réunion ou d'association doivent être fondées sur la loi tout en énonçant clairement les raisons de la mesure et doivent être suffisamment précises pour permettre aux individus de déterminer quel comportement est interdit et autorisé.
- **Non-discrimination** : Les mesures affectant la liberté de réunion ou d'association doivent être appliquées de manière uniforme et ne pas viser de groupes spécifiques.
- **Portée des restrictions** : Les mesures affectant la liberté de réunion ou d'association doivent être nécessaires, étroitement adaptées et proportionnées dans leurs efforts de réponse à la pandémie.
 - Les mesures adoptées devraient être à court terme et renouvelables et inclure des clauses de temporisation.
- **Public** : Les mesures affectant la liberté de réunion ou d'association doivent être diffusées largement et sans délai auprès du public.

Processus et institutions

- **Conseil consultatif multipartite** : Organiser (virtuellement si nécessaire) un conseil inclusif des parties prenantes de l'ensemble du gouvernement, de la société civile, des syndicats, des groupes d'intérêts particuliers et des communautés vulnérables pour concevoir et revoir les mesures liées à l'espace civique dans la réponse à la COVID-19.
- **Activation des ressources** : Soutenir les organisations de la société civile qui fournissent un soutien vital et dont le financement est menacé par la crise :
 - Rationaliser et éliminer les restrictions d'accès au financement pour les organisations de la société civile en général.
 - Déplacer le financement de projet vers un financement de base lorsque cela est possible.
 - Fournir une aide salariale aux travailleurs des organisations de la société civile conforme aux travailleurs du secteur privé.
 - Prolonger les délais pour les applications et la mise en œuvre des projets.
- **Espace civique numérique** : Éviter toute interférence avec les espaces en ligne utilisés par la société civile pour des réunions ou des associations et créer de nouveaux espaces et mécanismes en ligne pour permettre à la société civile de participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'examen des politiques.
 - Chercher à rendre les plateformes numériques inclusives. Comprendre les limites de la délibération en ligne dans votre communauté et envisager des contacts spécifiques avec les principales parties prenantes, le monde universitaire et les groupes de la société civile dont l'accès est limité.
- **Protections en milieu de travail** : Obtenir l'engagement des syndicats et d'autres associations de travailleurs pour garantir la santé et la sécurité au travail et protéger la liberté d'expression en cas de violation des droits des travailleurs.

Récupération et réforme ouvertes

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

Processus et institutions

- **Surveillance indépendante** : La législature et les tribunaux devraient conserver la possibilité d'exercer une surveillance et un contrôle étroits sur les mesures affectant la liberté de réunion ou d'association.
 - Les mécanismes devraient comprendre un processus d'examen législatif indépendant pour contrôler et, le cas échéant, autoriser à nouveau et de manière affirmative de telles mesures, ainsi qu'un forum judiciaire pour traiter et remédier aux abus résultant de ces mesures.

- **Clauses de temporisation** : Les mesures affectant les libertés de réunion ou d'association, telles que les restrictions aux rassemblements publics, devraient être de durée limitée et nécessiter un examen positif et une nouvelle autorisation par la législature.
- **Communication de l'information et transparence** : Garantir des exigences de transparence financière et de communication de l'information qui ne sont pas plus restrictives que celles applicables aux autres entités juridiques, telles que les sociétés, et créer un registre commun pour toutes les organisations à but non lucratif.

Exemples

Les exemples suivants dans le contexte de la COVID-19 sont tirés de [cet article](#) par le Dotation Carnegie pour la paix internationale.

- **Zimbabwe** : [Zimbabwe Lawyers for Human Rights](#) a lancé une ligne téléphonique spéciale pour signaler les violations des droits de la personne liées à la crise et a déposé avec succès une requête en justice au nom de citoyens qui ont été agressés par des policiers appliquant des mesures de confinement.
- **Nigeria** : [Action Group on Free Civic Space](#) documente et analyse les mesures gouvernementales liées au Coronavirus ainsi que la violence des autorités publiques.
- **Hong Kong** : [Le mouvement prodémocratie de Hong Kong](#) est passé à l'organisation numérique lors de la pandémie.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

- **Luxembourg** (2019-2021) : Engagé à établir une plateforme pour offrir aux défenseurs des droits de la personnes provenant d'autres pays une protection au Luxembourg.
- **Mexique** (2019-2021) : Engagé à créer des réglementations pour protéger la vie privée des citoyens en ligne et limiter l'accès du gouvernement aux données personnelles.
- **Sierra Leone** (2016–2018) : A pris un engagement dans son troisième plan d'action pour améliorer la transparence du financement public reçu par les OSC travaillant dans les efforts de relèvement post-Ebola. Les rapports étaient publics et sous un format de données ouvertes.
- **Uganda** : L'ONG [Solidarity Uganda](#) a créé une ligne téléphonique spéciale en 2016 pour que les manifestants puissent obtenir de l'aide en réponse à la violence et à la répression parrainées par l'État. Les manifestants reçoivent des soins juridiques, psychologiques et médicaux.

Ressources

- International Center for Not-for-Profit Law (ICNL) gère un système mondial de [suivi de la liberté](#) civique et rassemble des [ressources clés](#).
- Les travaux liés à la COVID-19 de la Fundamental Rights Agency de l'UE sont disponibles [ici](#).
- CIVICUS fournit également un [contrôleur](#) mondial de l'espace civique.

- Des informations sur la surveillance de l'espace civique par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont disponibles [ici](#).
- Spécifique à l'Amérique latine et aux Caraïbes, [Directorio Legislativo](#) surveille les réglementations affectant l'espace civique pendant la pandémie.
- Les guides du rapport mondial sur la liberté de réunion et d'association du PGO sont disponibles [ici](#).
- Pour plus d'informations sur les restrictions communes de l'espace civique et les réponses potentielles, consultez [l'article](#) de CIVICUS et du PGO.
- Vous pouvez également lire les dix principes clés du [HCDH](#) pour la protection de l'espace civique lors de la COVID-19.

Partenaires pouvant apporter un soutien et des informations supplémentaires

[Access Now](#)

[CIVICUS](#)

[Agence des droits fondamentaux de l'UE \(FRA\)](#)

[Freedom Online Coalition](#)

[International Center for Not-for-Profit Law](#)

[OCDE](#)

Merci à nos partenaires du International Center for Not-for-Profit Law, de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE et de CIVICUS pour le partage des recommandations et la révision de ce module.

OUVERTURE FISCALE



La pandémie de COVID-19 a affaibli les économies, accru la dette publique et exacerbé les inégalités existantes. Partout dans le monde, les gouvernements sont en train de mettre en œuvre des interventions d'urgence, notamment en réaffectant des budgets au secteur des soins de la santé et en proposant des plans de relance importants. La transparence est essentielle pour garantir que les budgets soient alloués là où les besoins sont criants et que les fuites dues à une mauvaise gestion et à la corruption soient réduites au minimum. Alors que les économies se préparent aux retombées de la crise à long terme, le suivi des dépenses, des avantages fiscaux et de la viabilité financière devient encore plus essentiel pour garantir que les services publics essentiels soient fournis et que le financement des urgences futures soit également pris en compte.

Quatre-vingt-neuf membres du PGO ont pris plus de 580 engagements au sein du PGO depuis 2011. La transparence budgétaire est également l'un des quatre critères d'éligibilité pour devenir membre du PGO. Cela implique qu'il existe un ensemble solide de membres du PGO qui peuvent faire preuve de leadership sur cette question.

Recommandations

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

- **Publier des données sur les allocations budgétaires et les dépenses pour l'intervention d'urgence :** Publier des informations complètes et détaillées sur les budgets supplémentaires, y compris la réponse d'urgence et les mesures de relance budgétaire sous des formats lisibles par machine. Le gouvernement devrait clairement montrer à la fois les augmentations et les réductions des dépenses publiques. Il devrait également publier les lignes directrices et les politiques qui orienteront les dépenses, telles que les critères des bénéficiaires des plans de secours.
- **Publier des données sur les sources de revenus,** y compris la dette contractée ou d'autres instruments financiers et l'aide des donateurs, qu'elle soit internationale, nationale ou privée, ainsi que les implications sur le déficit, dans des formats lisibles par machine. Cela devrait inclure des rapports sur les projections de la dette totale pour les prochains exercices budgétaires, y compris si la dette est domestique ou extérieure. Les gouvernements devraient également divulguer les nouveaux engagements conditionnels ou garanties de dette accordés au secteur privé et aux entreprises publiques.
- **Veiller à ce que les Institutions supérieures de contrôle exercent une surveillance** sur les fonds d'urgence ou les fonds des donateurs, y compris les ressources nouvellement créées. Les rapports et les conclusions de ces audits devraient être rendus publics et communiqués aux législatures aussi rapidement que possible, afin de renforcer la surveillance et résoudre les problèmes de mise en œuvre par le gouvernement lors de la réponse.

- **Dans la mesure du possible, relier les informations budgétaires pertinentes aux données sur les dépenses** (y compris les transactions d'approvisionnement) pour garantir l'identification des fuites et des lacunes. Cela devrait être fait soit par le biais de sites Web ou de portails existants, soit lorsqu'ils n'existent pas encore, en utilisant les outils et les ressources disponibles pour publier des données, comme le Paquet de données budgétaires ouvertes de l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale (GIFT). Les dépenses canalisées par des fonds extrabudgétaires doivent également être déclarées parallèlement aux mesures budgétaires.
- **Veiller à ce que les communautés vulnérables soient incluses dans les priorités de dépenses**, en particulier dans les secteurs tels que la santé et l'accès à l'eau pour l'hygiène.
- **Développer des opportunités de participation et des mécanismes de rétroaction** par lesquels le public peut apporter sa contribution afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacités de la prestation de services et de la conception de plans d'intervention d'urgence et de relance. La société civile peut effectuer des vérifications ponctuelles pour s'assurer que le financement et les services parviennent aux bénéficiaires visés. Les gouvernements devraient solliciter activement les commentaires du public quant aux difficultés d'accès aux programmes d'urgence et de soutien économique.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

- Publier des informations sur les incitations fiscales et les objectifs et délais spécifiques, y compris les règles d'obtention des prestations, et publier la liste des bénéficiaires sous des formats lisibles par machine.
- Publier des données sur les subventions budgétaires, les bénéficiaires et le type de prestations mis en œuvre pour soutenir la relance de l'économie, y compris ce qui est destiné aux personnes morales et physiques.
- Publier les huit documents budgétaires clés (l'état prébudgétaire, la proposition de budget du pouvoir exécutif, le budget des citoyens, le budget adopté, les rapports en cours d'année, la revue de mi-année, le rapport de fin d'année et le rapport d'audit) tels qu'identifiés dans le cadre de l'enquête sur l'ouverture budgétaire. S'assurer que les documents budgétaires contiennent des informations budgétaires complètes et utiles, guidées par la demande du public. Les informations budgétaires devraient être pleinement accessibles au public, y compris à travers un accès en ligne à des données ouvertes en temps réel, faciles à comprendre, à transformer et à utiliser.
- Offrir au moins une opportunité de participation du public au processus budgétaire pour les trois branches du gouvernement: exécutif, législatif et Institutions supérieures de contrôle (ISC), et appliquer les [Principes de participation publique dans les politiques budgétaires](#) de l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale (GIFT).

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

- **Brésil** : A créé une page sur son portail de transparence pour suivre les dépenses fédérales prévues et réelles en matière de secours d'urgence face au coronavirus avec des données ouvertes
- **Philippines** : A publié un document relatant [les projets liés à la Covid-19](#), les sources de revenus et l'organisme en charge.
- **Mexique** : À inclus, dans le cadre de son portail de données ouvertes, une section spécifique sur les [dépenses liées aux urgences](#) et aux avantages sociaux.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

- **Géorgie** (2016-2018) : A créé un site Web contenant des informations, des données et des visualisations sur le budget et les résultats des audits, et a permis aux citoyens de proposer des audits basés sur ces informations.
- **Afrique du Sud** (2016-2018) : S'est joint aux organisations de la société civile afin de lancer une plateforme avec un budget convivial et des données institutionnelles.
- **Madrid, Espagne** (2017-2018) : A permis aux citoyens de déterminer l'utilisation de 100 millions d'euros du budget municipal.
- **Macédoine du Nord** (2018-2020) : A réalisé une évaluation budgétaire pour le budget du ministère de la Santé 2021, dirigée par l'Association pour l'émancipation, la solidarité et l'égalité des femmes.
- **Mexique** (2011-2013) : A publié des budgets affectés aux organismes fédéraux pour l'achat de fournitures médicales.

Ressources

- L'Initiative mondiale pour la transparence fiscale a lancé « Données fiscales pour les interventions d'urgence: Guide pour la COVID-19 ». Ce guide aide à identifier les ensembles de données et les champs de données qui doivent être rassemblés et divulgués pour garantir que la transparence soit intégrée dans les réponses politiques. Consultez les 15 jeux de données, séries chronologiques et plus [ici](#).
- Le Partenariat budgétaire international [met en évidence les principaux défis et exemples](#) dans son enquête sur l'ouverture budgétaire de 2019 quant aux mesures politiques favorisant l'ouverture budgétaire dans les interventions d'urgence.
- Le PGO, l'Open Contracting Partnership, et le Partenariat budgétaire international ont tenu une [conversation virtuelle](#) sur la manière de renforcer les processus de transparence et de responsabilité dans la budgétisation d'urgence et les marchés publics tout en permettant une réponse rapide, efficace et transparente.

**Partenaires pouvant
apporter un soutien
et des informations
supplémentaires**

[Initiative mondiale pour la transparence fiscale](#) (GIFT)

[Partenariat budgétaire international](#)

[Oxfam International](#)

[Participatory Budgeting Project](#)

Merci au Partenariat budgétaire international et à l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale pour le partage des recommandations et la révision de ce module.



INCLUSION ET GENRE

En cas d'urgence, il est facile de faire échouer les efforts d'inclusion. Cependant, il est essentiel d'apporter une optique d'inclusion aux réformes de gouvernement ouvert en matière de COVID-19 pour garantir une réponse efficace du gouvernement et des efforts de relance. Cela est particulièrement important, car les femmes, les personnes LGBTQIA+, les personnes handicapées et les communautés minoritaires sont touchées de manière disproportionnée par de nombreuses difficultés sanitaires et économiques. Observer une optique d'inclusion implique de reconnaître, de mesurer et de planifier les impacts des politiques sur des communautés spécifiques, en examinant des marqueurs tels que le genre, le sexe, la race, l'ethnicité, le handicap et l'âge. En outre, les efforts de réponse non genrés du gouvernement qui ne reconnaissent pas les besoins uniques des femmes, des hommes, des personnes transgenres, non binaires et dont le genre est non conforme ne parviendront pas à produire des résultats équitables pour les citoyens. Observer une optique d'inclusion nous indique qui est le plus touché par la pandémie et quels types de politiques et de programmes peuvent les aider à y faire face et à se reconstruire en ces temps difficiles.

De plus, cette épidémie continue de révéler une multitude d'inégalités de longue date dans les services sociaux, les programmes gouvernementaux, l'accès aux ressources numériques, ainsi que des besoins spécifiques de collecte de données et de transparence. Des efforts de récupération plus inclusifs ont la possibilité d'aider les gouvernements à reconstruire de meilleures institutions et à surmonter les obstacles systémiques à l'égalité en améliorant les politiques et pratiques ouvertes.

En janvier 2020, les gouvernements du PGO avaient pris 127 engagements qui incluent des perspectives de genre et d'inclusion. Les engagements vont d'interventions visant à réduire la violence basée sur le genre en travaillant à l'échelle du gouvernement pour recueillir et analyser les données de manière holistique, à des initiatives spécifiques visant à accroître l'accès des entreprises appartenant à des femmes aux offres de marchés publics, à accroître les connaissances des citoyens sur les cliniques de soins de santé et à solliciter une rétroaction sur la qualité des soins reçus.

Recommandations

Les gouvernements, la société civile et les communautés universitaires et scientifiques doivent comprendre la complexité de l'impact de la COVID-19 du point de vue du genre et de l'inclusion pour garantir des réponses politiques et des ressources appropriées.

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

- **Mener une analyse comparative entre les sexes des réponses politiques à la COVID-19 :** « Les inégalités entre les sexes exacerbent les épidémies et les réponses qui n'intègrent pas d'analyse comparative entre les sexes exacerbent les inégalités », déclare CARE International. Une analyse comparative entre les sexes

continue devrait éclairer les dispositions budgétaires, les avantages et ajouts gouvernementaux, la prise de décision en matière de passation des marchés, le partage d'informations et les paiements et services d'urgence.

- **Recueillir et publier des données démographiques intersectionnelles** aux niveaux national et étatique pour éclairer les réponses aux politiques de récupération, en gardant à l'esprit la confidentialité et la sécurité quant aux données personnelles. Les [données spécifiques à la COVID doivent être systématiquement intersectionnelles et ventilées](#) selon le sexe pour les catégories telles que les personnes testées et celles qui ont été testées positives, qui ont récupéré et celles qui sont décédées. [Là où de telles données sont actuellement recueillies](#), les gouvernements constatent des différences importantes de sexe, d'âge, de capacité, de race et d'origine ethnique dans l'accès aux soins de santé et aux traitements. Par exemple, les données des États-Unis et du Royaume-Uni montrent que certaines communautés raciales, ethniques, autochtones et de personnes handicapées ont des taux d'infection et de mortalité plus élevés en raison de la probabilité accrue de conditions sous-jacentes et des inégalités sociales historiques qui réduisent leur accès aux soins. Au-delà de la santé, des investissements solides dans des données ventilées sont nécessaires pour guider les efforts de réponse et de récupération des politiques économiques, éducatives et sociales. Avec ces données, les gouvernements et la société civile peuvent mieux travailler ensemble pour répondre aux besoins spécifiques de la communauté et combler les lacunes dans les services.
- **Inclure les femmes et les populations vulnérables dans la direction, la création et la mise en œuvre de politiques liées à la COVID** : à l'échelle mondiale, les femmes représentent [70% des travailleurs de la santé](#), mais seulement [30% occupent des postes de direction](#), [25% sont des parlementaires et 20% occupent des postes ministériels](#). De plus, les premiers intervenants et les travailleurs de première ligne, comme les commis d'épicerie, les nettoyeurs et les personnes soignantes, sont de façon disproportionnée des femmes et ceux qui s'identifient à une population minoritaire. Ces communautés, ainsi que les personnes handicapées et les aînés, sont également les plus susceptibles de connaître des perturbations dans les services et le soutien aux soins au cours de la pandémie. Collectivement, leur leadership et leur participation sont essentiels à l'élaboration de stratégies de réponse efficaces et responsables.
- **Préserver la loi sur l'égalité, la transparence et la responsabilité** : La pandémie et la crise économique qui y est associée ont créé des opportunités pour les gouvernements de faire reculer les protections civiles et les réglementations. Par exemple, le Royaume-Uni a suspendu la déclaration obligatoire des écarts de rémunération entre hommes et femmes, invoquant un fardeau injuste en ces temps extraordinaires. Cependant, l'incapacité d'un gouvernement à comprendre et à combler l'écart de rémunération entre les sexes ne fera qu'exacerber les effets économiques de la crise sur les femmes et leurs familles. Par ailleurs, en Hongrie, le gouvernement a proposé de réduire le droit des personnes transgenres à des marqueurs de genre auto-déterminés dans le cadre de la loi omnibus d'urgence.

- **Augmenter les protections et les ressources allouées à la violence fondée sur le genre** : Le domicile n'est pas toujours un endroit sûr où les gens peuvent se réfugier, et les taux de violence familiale et entre partenaires intimes augmentent pendant le coronavirus. Le [FNUAP estime](#) que 31 millions de cas supplémentaires de violence fondée sur le genre pourraient survenir si le confinement se poursuit pendant au moins 6 mois, augmentant de 15 millions de cas à chaque trois mois supplémentaires.

 - Les communautés vulnérables ont besoin d'un accès accru à une gamme complète de services qui contribuent à la sécurité, y compris les organisations communautaires, les services de santé mentale et physique, l'accessibilité et les services de justice pénale comme l'application de la loi et l'activisme judiciaire.
 - En partenariat avec les organisations féminines et LGBTQIA +, les gouvernements devraient augmenter le financement et l'accès aux services de crise tels que les lignes téléphoniques et textuelles et les ressources communautaires innovantes qui fournissent un soutien continu aux survivantes pendant et suite à la pandémie.
 - Les gouvernements peuvent également envisager de réviser les cadres juridiques et les lois prévenant la violence et la discrimination afin de combler et de prévenir les lacunes de la justice genrée révélées par le coronavirus.

- **Cibler les ressources et les informations pour faire face aux impacts sociaux et sexospécifiques** : En ce moment, de nombreuses femmes sont confrontées à des fardeaux disproportionnés de services de garde d'enfants et d'enseignement à domicile, de soins aux aînés et de soins à domicile. De plus, elles sont plus susceptibles d'être touchées par des pertes d'emplois, des horaires réduits ou des bouclages de l'économie informelle. Les femmes tentent également de réduire l'accès aux services de santé maternelle et reproductive, ce qui, selon les [projections du FNUAP](#), pourrait entraîner la perte de l'accès à la contraception pour 47 millions de femmes, entraînant 7 millions de grossesses non désirées dans les mois à venir. Au fur et à mesure que les politiques de réponse sont créées, ces besoins économiques, sanitaires et sociaux spécifiques devraient être pris en compte avec des mesures de consultation, de transparence et de responsabilité intégrées pour surveiller la mise en œuvre et l'impact.

- **Augmenter les services et les ressources accessibles en collaboration avec les communautés touchées** : Les personnes qui ont accès à des services et des financements gouvernementaux spécifiques peuvent fournir des informations essentielles sur les besoins et l'efficacité des stratégies de réponse. Ceci est particulièrement le cas pour les personnes handicapées, qui sont confrontées à une réduction des services essentiels à domicile et de soins de santé, des transports et de l'accès à l'éducation, et sont touchées de manière disproportionnée par des informations inaccessibles sur la prévention et l'aide gouvernementale. Les gouvernements devraient soutenir la « [continuité des services de santé et sociaux inclusifs](#) utilisés par les personnes handicapées, y compris la réadaptation, les technologies d'assistance et l'assistance personnelle », et concevoir et mettre en œuvre des stratégies d'intervention en partenariat avec les communautés touchées. Les informations sur

la COVID-19 devraient être partagées à travers une variété de formats accessibles et lisibles par machine et utiliser des technologies accessibles. Lisez la section des [données ouvertes](#) de ce guide pour de plus amples informations.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

Une récupération ouverte nécessitera la poursuite des réformes ci-dessus: analyse de genre, données inclusives, prise de décision représentative et services spécifiques pour les personnes touchées par la violence fondée sur le genre. Les considérations supplémentaires incluent :

- **Concevoir des réponses de récupération pour les personnes les plus touchées** via une consultation et une analyse de données inclusives et ventilées selon le genre. Par exemple, les inégalités peuvent empêcher les personnes sans compte bancaire ou sans emploi dans le secteur de l'économie formelle de [recevoir des services de protection sociale, des fonds de relance, des assurances ou de la sécurité sociale](#). Les gouvernements devraient veiller à ce que les prêts aux petites entreprises et les critères d'achat tiennent compte des inégalités historiques et soient affectés à certains fonds aux femmes et aux entreprises appartenant à des minorités, qui ont été touchées de manière disproportionnée par la crise économique liée à la pandémie. Des consultations et un suivi continu sont également nécessaires pour garantir des réformes efficaces et une surveillance responsable de la part des diverses parties prenantes lors de la récupération.
- **Rendre l'engagement citoyen numérique inclusif:** L'utilisation par le gouvernement et la société civile des plateformes numériques pour l'engagement civique, le retour d'information et la co-création est une solution qui va de soi en cette période de distanciation sociale. Cependant, le fossé numérique peut empêcher certaines communautés de participer en ligne, en particulier les femmes, les communautés autochtones, rurales et à faible revenu, ainsi que les personnes handicapées ayant des restrictions visuelles ou auditives. Comprenez les limites de la délibération en ligne dans votre communauté et envisagez une ouverture spécifique avec les principales parties prenantes, le monde universitaire et les groupes de la société civile dont l'accès est limité.
- **Lutter contre le harcèlement et la violence fondés sur le genre en ligne :** Le harcèlement virtuel, l'intimidation et les menaces de violence peuvent empêcher les femmes, les communautés et les personnes LGBTQIA + ainsi que les communautés marginalisées ou vulnérables de participer aux forums en ligne. Ces menaces peuvent également se traduire par de la violence hors ligne. Les partenaires du gouvernement et de la société civile devraient travailler ensemble pour évaluer les menaces potentielles, créer des codes de conduite et des procédures en cas de violation, désigner des politiques d'escalade et mettre en œuvre des réformes judiciaires selon les besoins.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

- **Mexique** : L'Université nationale autonome du Mexique a créé un [portail en ligne](#) pour héberger des données, des informations et des recommandations relatives au genre et à la crise sanitaire mondiale.
- **Croatie** : Le ministère croate de l'Intérieur collabore avec la société civile à la campagne « [Behind Closed Doors](#) », qui vise à accroître le signalement des cas de violence familiale lors de la distanciation sociale.
- **France** : Une organisation de technologie civique a créé un [site Web](#) pour connecter les travailleurs de la santé à un réseau d'entraide de garde d'enfants et de services d'épicerie alors qu'ils sont au travail.
- Le gouvernement **français** [paiera 20 000 nuits d'hôtel](#) pour les victimes de violence familiale et créera des centres de consultation de type pop-up dans les magasins afin que les femmes puissent chercher de l'aide pendant qu'elles font des courses.
- **Argentine** : Plusieurs organisations juridiques et universités ont créé un [site Web](#) qui fournit des ressources juridiques dans le contexte de la pandémie aux groupes vulnérables, y compris des informations sur les droits légaux liés à la procréation.
- **Royaume-Uni** : Global Health 5050 a compilé un outil de [suivi des données ventilées par sexe en matière de COVID-19](#) qui comprend des données au niveau des pays concernant les cas, les décès, les hospitalisations et les cas parmi les travailleurs de la santé ventilés par âge et par sexe.
- **Hawaii, États-Unis** : La Commission de la condition de la femme de l'État a créé un [plan de relance économique féministe pour la COVID-19](#) en collaboration avec les communautés de parties prenantes afin de reconstruire suite à la crise avec des politiques qui luttent contre les inégalités de genre de longue date.
- **Népal** : L'ONG [Humanity & Inclusion](#) rend les messages de prévention à la COVID-19 accessibles aux personnes handicapées.
- **International** : L'[Alliance internationale pour les personnes en situation de handicap](#) a lancé un Contrôleur des droits des personnes handicapées en lien à la COVID-19, à travers lequel les gouvernements, les organisations et les personnes handicapées sont invités à répondre à une enquête pour mettre en évidence les problèmes auxquels les personnes handicapées sont confrontées au cours de la pandémie. Le nouveau site Web affiche également les résultats de l'enquête.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

- [Afghanistan](#) (2017-2019) : S'est engagé à créer une politique de protection des femmes dans les situations de conflit et d'urgence.
- [Buenos Aires](#) (2016-2017) : A créé la plateforme en ligne [#DÓNDE](#) qui répertorie les emplacements et les services des cliniques de santé afin de combler l'écart dans l'accès aux services de santé génésique.
- [Canada](#) (2018-2020) : S'est engagé à appliquer une Analyse comparative entre les sexes+ à tous les engagements et consultations publics du gouvernement et accroître l'accès aux données d'inclusion et ventilées par sexe.
- [Colombie](#) (2015-2017) : A créé une plateforme Web interactive et un centre d'appels pour garantir l'accès à l'information aux citoyens aveugles et sourds.
- [Danemark](#) (2012-2014) : A fourni des conseils aux autorités publiques pour garantir que le contenu et les services numériques soient accessibles aux personnes handicapées.
- [Équateur](#) (2019-2021) : S'est engagé à co-créer un plan national pour éradiquer la violence fondée sur le genre.
- [Géorgie](#) (2018-2020) : S'est engagée à accroître la participation politique et sociale des personnes handicapées dans les municipalités d'Akhalsikhe et de Kutaisi.
- [Jordanie](#) (2016-2018) : A renforcé les ressources disponibles pour les personnes handicapées dans le système judiciaire.
- [Kenya](#) (2018-2020) : S'est engagé à mettre en œuvre un processus ouvert d'octroi de contrats, exigeant que 30% de tous les contrats soient attribués à des entreprises dirigées par des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées.
- [Nigéria](#) (2019-2021) : S'est engagé à accroître la participation des femmes, des jeunes, des aînés, des personnes handicapées et des groupes marginalisés dans l'ensemble du gouvernement.
- [Macédoine du Nord](#) (2018-2020) : S'est engagée à mener une évaluation budgétaire pour le budget du ministère de la Santé 2021, dirigée par l'Association pour l'émancipation, la solidarité et l'égalité des femmes.
- [Sri Lanka](#) (2019-2021) : S'est engagé à mettre en œuvre un projet de loi sur les droits des personnes handicapées conformément à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.
- [Uruguay](#) (2018-2020) : S'est engagé à impliquer les personnes handicapées dans le suivi et l'évaluation du Plan national d'accès à la justice et à la protection juridique pour les personnes handicapées.

Ressources

Analyse comparative entre les sexes : [Women Deliver](#) fournit un aperçu de la nécessité d'appliquer une optique de genre aux politiques au cours de la pandémie. [CARE a créé un outil d'analyse entre les sexes](#) rapide en lien avec le coronavirus pour guider les décideurs politiques à travers des besoins tels que l'identification des populations les plus affectées par la COVID-19, l'adaptation des ressources pour soutenir le nombre disproportionné de femmes dans le domaine des soins de santé, les charges domestiques et de soins énormes, et une augmentation de la violence fondée sur le genre. [L'outil ACS + du Canada est également une ressource précieuse.](#)

Données non regroupées : Le [centre de données d'ONU Femmes](#) et le [centre de ressources de Data2X](#) comprennent des explications sur la collecte de données ventilées par sexe en lien avec le coronavirus. Global Health 5050 publie [ici des données actualisées liées à la COVID, ventilées par sexe, au niveau national](#). Pour des données sur des domaines thématiques pertinents tels que la santé, la violence fondée sur le genre et l'économie, voir [l'indice du genre dans les ODD d'Equal Measures 2030](#). Les données à venir sur les personnes handicapées seront fournies via le [Contrôleur des droits des personnes handicapées en lien à la COVID-19](#).

Violence fondée sur le genre : Des recommandations utiles sur les mesures de lutte contre la [violence fondée sur le genre et de protection contre celle-ci sont disponibles ici basées sur une collection d'auteurs mondiaux](#), [ONU Femmes ici](#) et [ici](#), le [Centre pour le développement mondial](#) et le [FNUAP](#).

Protection sociale et réponse économique : Le [Centre pour le développement mondial](#) fournit des stratégies de renforcement des protections sociales sensibles au genre. La [Banque mondiale](#) propose des recommandations sensibles au genre quant à la réponse économique et la récupération.

Services inclusifs et accessibilité : [L'UNICEF](#) recommande des interventions de réponse et de récupération clés pour les adultes et les enfants handicapés. Les recommandations d'[Humanité & Inclusion](#) comprennent des exemples de pays et des orientations mondiales. Enfin, les conseils complets en matière d'inclusivité de [l'Alliance internationale pour les personnes en situation de handicap](#) sont disponibles en 8 langues.

Partenaires pouvant apporter un soutien et des informations supplémentaires

[Equal Measures 2030](#)

[Hivos](#)

[Charte sur les données ouvertes](#)

[The B Team](#)

[Centre pour le développement mondial](#)

[Women Deliver](#)

Merci à nos partenaires, la Charte sur les données ouvertes, The B Team, le Centre pour le développement mondial, Equal Measures 2030 et Open Heroines pour le partage des recommandations et la révision de ce module.



Les gens peuvent rencontrer des problèmes d'ordre juridique dans presque tous les aspects de la vie, y compris la santé, l'emploi, l'éducation, le logement et la sécurité publique. Même avant la COVID-19, [1,5 milliard de personnes](#) dans le monde avaient des problèmes de justice non résolus. Les systèmes de justice actuels, avec leurs processus opaques, leur accès inégal et leur discrimination, ne rendent justice qu'à quelques-uns, laissant la majorité des personnes marginalisées et des personnes pauvres exclues d'un accès significatif à la justice.

La COVID-19 élargit cet écart de justice, aggravant davantage les inégalités existantes. Le nombre de problèmes de justice des personnes augmente rapidement car elles perdent leur emploi, ont des difficultés à payer leurs factures, tentent d'accéder aux soins de santé, gèrent des problèmes de succession et font face à d'autres conséquences directes et indirectes de la pandémie et des mesures d'urgence. La crise souligne la nécessité de protéger les droits fondamentaux des populations vulnérables tels que la santé, un logement convenable, l'eau et l'assainissement ainsi que la sécurité sociale. Cela accroît le besoin de services de justice centrés sur la personne et qui se concentrent sur la résolution des problèmes de justice des personnes et l'autonomisation des personnes et des communautés. La crise exige également que les systèmes judiciaires s'adaptent pour garantir que les besoins essentiels et urgents soient remplis. Par exemple, la demande d'aide judiciaire des victimes de [violence familiale](#) a augmenté pendant la pandémie. Des modes de remédiation supplémentaires et alternatifs doivent être accessibles pour protéger les femmes, les enfants et les aînés de la violence. Dans cette optique, le financement et la protection des défenseurs de justice communautaires sont devenus encore plus urgents pendant la crise, car leur rôle de liaison directe avec les communautés les rend partie intégrante de la réponse à la pandémie et des efforts de récupération.

De plus, la COVID-19 a démontré que le respect par les citoyens des mesures d'urgence est étroitement lié à la confiance que ces politiques soient équitables et conformes aux normes internationales relatives aux droits de la personne. Les gouvernements devraient intégrer de manière proactive des mécanismes de transparence et de responsabilisation dans la prise de décisions concernant la pandémie. Surtout, l'établissement des conditions et des pratiques d'un système de justice plus ouvert contribuera à établir la confiance nécessaire entre les citoyens et le gouvernement à long terme.

Recommandations

Les recommandations ci-dessous sont tirées principalement de la publication [Justice in a Pandemic](#) par Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies et 50 partenaires mondiaux, ainsi que du document politique de la campagne Justice for All, [Grassroots Justice in a Pandemic](#), et des ressources de Namati, Access-Info, Amnesty Internationale, CIVICUS, Penal Reform International, International Legal Foundation, National Legal Aid and Defender Association in the United States, etc.

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

Collecte de données

- **Recueillir et agir en fonction des informations provenant de la ligne de front du système judiciaire :** Examiner en particulier les interactions entre la police et les gens, les expériences des gens en matière d'accès aux avantages sociaux et d'adaptation aux nouvelles mesures de confinement de la COVID-19, les conditions dans les prisons et autres environnements à haut risque, et les défis rencontrés par les défenseurs de justice communautaires. Les conflits et les attaques doivent être enregistrés et signalés par les commissions des droits de la personne ou les bureaux du protecteur du citoyen.
- **Enquêter sur les expériences et les perceptions du public,** en surveillant les premiers signes de déclin de la légitimité du système judiciaire, l'aggravation des perceptions d'injustice sociale ou économique ou de prestation de services inéquitable, ou l'affaiblissement de la confiance dans les informations de santé publique.
- **Exploiter les sources de données existantes,** en particulier les enquêtes sur les besoins juridiques, pour comprendre les problèmes de justice préexistants et identifier ceux qui sont susceptibles d'être exacerbés par la COVID-19.

Accès à la justice

- **Financer des innovations qui fournissent des services de justice à distance,** notamment dans les tribunaux et les centres de détention.
- **Accroître les services d'assistance téléphonique et autres services spécialisés de justice et de protection** destinés aux femmes et aux enfants, ainsi qu'aux membres des communautés et des personnes LGBTQIA +, et créer des espaces plus sûrs pour les adultes et les enfants qui ont besoin de fuir leur domicile.
- **Créer davantage de canaux d'accès à la justice** en contestant les monopoles qui bloquent l'entrée des parajuristes, des médiateurs à moindre coût et des services juridiques numériques, et en suspendant les réglementations qui limitent le travail intelligent, les réponses flexibles et l'assistance juridique par un non-juriste.
- **Tirer parti de l'expérience du secteur privé** et des mécanismes alternatifs et communautaires de règlement des différends.

Justice ouverte et responsable

- **Publier les lois et règlements dans des endroits accessibles au public et en ligne,** en les rendant disponibles rapidement
- **Assurer la transparence de la mise en œuvre** des mesures d'urgence, notamment quant aux actions de la police, les sanctions imposées et les procédures judiciaires. La transparence devrait également s'appliquer aux mesures de quarantaine, aux restrictions de voyage et aux contrôles des frontières.

- **Veiller à ce que l'utilisation de la technologie, en particulier pour la surveillance, respecte la vie privée et les droits des défenseurs de justice communautaires et de leurs clients.** Ces mesures d'urgence doivent être non intrusives, limitées dans le temps et dans leurs objectifs, et respecter les normes internationales relatives aux droits de la personne.
- **Publier des statistiques à jour sur la criminalité et les problèmes de justice des personnes,** en particulier sur la violence familiale. Partager de manière proactive des informations sur la résolution et les ressources d'aide.
- **Rendre les délibérations et décisions des tribunaux disponibles,** en ligne ou via radio ou télévision, avec des explications des décisions et des motivations des tribunaux en langage clair.
- **Habiliter les institutions de responsabilisation,** telles que les instituts de médiation, les institutions nationales des droits de la personne et les commissions parlementaires à examiner les nouvelles politiques et à demander des comptes aux dirigeants politiques.
- **Soutenir les acteurs de justice communautaires afin de surveiller et de rendre compte** de la prestation des services publics, pour aider à garantir que les plus démunis reçoivent un traitement, et pour identifier et répondre aux abus des services de sécurité.
- **Créer de nouvelles formes de surveillance institutionnelle,** telles que des revues de l'activité communautaire vérifiant si les fonds alloués ont atteint leurs objectifs, afin de surveiller les dépenses de santé et de relance.
- **Veiller à ce que les attaques contre les défenseurs de justice fassent l'objet d'une enquête** et que les responsables soient poursuivis conformément à une procédure régulière.

Capacité et financement

- **Continuer à rémunérer les travailleurs de justice de première ligne,** avec un financement et un soutien internationaux si nécessaire.
- **Rediriger rapidement le financement vers la prestation de services en ligne,** tels que les campagnes d'information publique, les lignes secours et la médiation en ligne des litiges.
- **Financer la justice** - inclure la justice centrée sur la personne dans les plans de relance, protéger le système judiciaire lorsque les pays endettés demandent un renflouement international et maintenir ou accroître la part de la justice dans l'aide au développement à l'étranger.
- **Solliciter la capacité bénévole des cabinets d'avocats** et fournir aux réseaux juridiques et d'autonomisation le financement dont ils ont besoin pour être efficaces.

Collaboration et partenariats

- **Mettre en place un groupe de travail intersectoriel sur la pandémie** sous la tutelle du ministère de la Justice, avec une représentation de tous les niveaux de gouvernement, pour évaluer les besoins du système judiciaire et hiérarchiser les réponses.
- **Convoquer un groupe multi-intervenants** pour apporter des contributions et coordonner des réponses efficaces à la crise.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

Accès à la justice

- **Accroître les services juridiques directs**, en particulier dans les domaines des évictions, des litiges immobiliers, de la dette et de la faillite, du droit de la famille, des testaments, des avantages sociaux et du droit des aînés.
- **Maintenir le financement et les services de tribunaux judiciaires en ligne et d'autres lignes secours**, car la capacité supplémentaire contribuera à réduire l'arriéré.
- **Utiliser la technologie pour créer des documents expliquant les informations juridiques** aux individus et aux familles.

Justice ouverte et responsable

- **Publier des documents liés à la prise de décision** concernant les mesures d'urgence et la manière dont elles seront réduites afin de rassurer le public qu'il existe un tracé clair vers la normalisation.
- **Encourager de manière proactive l'utilisation des mécanismes de plainte** comme lieu de recours pour les personnes qui rencontrent des problèmes avec les autorités locales et font face à une mauvaise utilisation des mesures pendant la phase de récupération.

Capacité et financement

- **Éduquer de nouvelles catégories d'auxiliaires pour répondre aux questions juridiques civiles** par le biais de programmes d'apprentissage en ligne ou de certificats, ou en réorganisant les employés en matière de prestation de services juridiques.
- **Promouvoir le changement de politique pour créer plus d'options en matière de prestation de services juridiques**, y compris de nouveaux modèles d'affaires et des acteurs supplémentaires au sein de l'écosystème de services juridiques.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

Aide aux victimes de violence familiale

- **La Croatie** a lancé la campagne “[Behind the doors](#)” – une initiative conjointe du ministère de l'Intérieur et du Zagreb Child and Youth Protection Center - qui vise à faciliter le signalement des cas de violence familiale en augmentation pendant la pandémie.
- Le gouvernement [français](#) paiera 20 000 nuits d'hôtel pour les victimes de violence familiale et créera des centres de consultation de type pop-up dans les magasins afin que les femmes puissent chercher de l'aide pendant qu'elles font des courses.
- Le **Maroc** a mis en place un [numéro sans frais](#), « 8350 », pour la protection des victimes de violence familiale, parallèlement à une campagne lancée par l'Union nationale des femmes du Maroc (UNFM).
- En **Ontario**, 4 millions de dollars canadiens ont été consacrés aux services de soutien aux victimes de violence familiale et d'autres crimes violents. Ce paiement d'urgence unique aidera plus de 50 organismes communautaires, y compris des organisations d'assistance immédiate aux victimes, des organisations autochtones et celles basées dans les zones rurales, à rester opérationnelles et accessibles aux victimes pendant la crise de santé publique.

Accroître l'aide juridique

- Les **États-Unis** ont versé 50 millions de dollars du plan de relance de la COVID-19 de 2 trillions de dollars à la Legal Services Corporation, qui aidera 132 organisations d'aide juridique à soutenir les clients à faible revenu confrontés à des pertes d'emploi, des évictions et d'autres problèmes liés à la pandémie. Un montant supplémentaire de 2 millions de dollars a été inclus pour la technologie de partage d'informations sur la justice afin de promouvoir les capacités de vidéoconférence pour les soins de santé en prison et les procédures judiciaires.

Accès aux informations sur les services

- Le **Portugal** a créé une [page Web](#) qui rassemble des ressources pour les citoyens ayant besoin d'une variété de services, y compris des informations sur les fonctions des tribunaux et des institutions judiciaires pendant le confinement.

Conseils juridiques à distance et rapides

- En **Afrique du Sud**, une nouvelle ligne d'assistance juridique a été mise en place pour les personnes ayant besoin d'aide et de conseils juridiques lors du confinement.
- Aux **États-Unis**, Pro Bono Net et ses partenaires d'aide juridique mènent désormais des actions de sensibilisation à distance et rapides en matière de garanties juridiques pour informer les gens des changements fréquents de l'environnement politique concernant les droits des travailleurs et les évictions.

- Aux **Philippines**, [Ateneo Human Rights Center](#) offre des conseils juridiques en ligne pour les questions relatives aux arrestations liées au couvre-feu, à la discrimination des travailleurs de la santé, etc.

Élargir l'accès grâce à la technologie

- En **Inde**, en coopération avec les gouvernements, la société civile et des entreprises partenaires, l'organisation d'autonomisation [Haqdarshak](#) a développé une application mobile et un portail Web qui aident les citoyens frappés par la COVID-19 à comprendre et à accéder aux programmes de secours offrant des rations de base, de la nourriture et des prêts.
- À **Buenos Aires**, en Argentine, [la branche judiciaire municipale](#) est en train de modéliser des moyens flexibles et responsables d'administrer une justice efficace grâce à la technologie.

Défense des droits

- En **Argentine**, Asociación Civil por la Igualdad y Justicia (ACIJ) et d'autres organisations communautaires ont fait pression sur le gouvernement local pour que les sans-abri obtiennent un logement convenable pendant le confinement. L'ACIJ a également distribué de courts documents et vidéos dans les quartiers pauvres contenant des informations relatives à leurs droits.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

- **Afghanistan** (2017-2019) : S'est engagé à créer des tribunaux spéciaux pour lutter contre la violence faite aux femmes dans 15 autres provinces.
- **Albanie** (2012-2014) : S'est engagée à fournir des enregistrements audio et vidéo des audiences judiciaires dans 14 tribunaux régionaux.
- **Colombie** (2015-2017) : S'est engagée à mettre en œuvre un portail Web et une application mobile appelée LegalApp pour faciliter l'accès du public aux informations quant aux services de justice.
- **Indonésie** (2018-2020) : S'est engagée à accroître la disponibilité et la qualité de l'aide juridique.
- **Afrique du Sud** (2016-2018) : S'est engagée à intégrer les bureaux de conseil communautaire en tant que partie populaire et permanente du système judiciaire au sens large.
- **États-Unis** (2015-2016) : Se sont engagés à diversifier le financement de l'aide juridique.
- **États-Unis** (2015-2017) : Se sont engagés à fournir à la police des données ouvertes d'une juridiction à l'autre sous une base de données nationale.

Ressources

- **Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies** et 50 partenaires mondiaux ont publié un premier [compte rendu](#) mettant l'accent sur les approches de justice centrées sur la personne qui sont nécessaires lors de l'urgence de santé publique. Il sera bientôt suivi d'un compte rendu axé sur les approches de justice à plus long terme étant nécessaires pour faire face aux bouleversements économiques, politiques, sociaux et culturels résultant de la COVID-19.
- **Pathfinders** a également publié une brève revue de [la manière dont les tribunaux du monde entier adoptent les innovations](#) pour remplir leurs fonctions, avec des exemples concrets qui peuvent être reproduits. Le nombre de problèmes de justice auxquels les femmes sont confrontées augmente pendant la COVID-19, en raison du confinement et des difficultés économiques, tandis que la capacité de résoudre ces problèmes diminue. Un [rapport](#) conjoint d'**ONU Femmes, de l'OIDD, du PNUD, de l'ONUDC, de la Banque mondiale et de Pathfinders, soutenu par The Elders**, rassemble les données disponibles et formule des recommandations pour accélérer l'action et accroître la justice pour les femmes.
- L'[espace en ligne](#) de **Namati** dédié à la COVID-19 comprend un [document évolutif](#) rassemblant des ressources utiles sur la protection des communautés vulnérables affectées par les mesures de confinement, telles que les prisonniers et les personnes en détention provisoire, les migrants, les survivants de violence familiale et les résidents de quartiers informels. Il comprend également l'enregistrement d'un récent [webinaire](#) sur la façon dont le travail d'autonomisation juridique peut relever les défis de la justice provoqués ou aggravés par la pandémie.
- **Le document de la campagne Justice for All - [Grassroots Justice in a Pandemic: Ensuring a Just Response and Recovery](#)** - propose des recommandations aux décideurs politiques, aux donateurs et aux institutions multilatérales sur la façon de financer et de protéger les défenseurs de justice communautaires pendant et après la pandémie.
- L'**Open Society Justice Initiative** et **The Engine Room** ont publié une [revue](#) de la façon dont les acteurs de l'autonomisation juridique dans le monde utilisent la technologie pour donner aux gens des informations sur la loi, les mettre en lien avec des conseils juridiques et leur fournir des services juridiques. Elle comprend des exemples qui peuvent être utilisés comme modèles par d'autres pays.
- Le PGO et l'Open Society Justice Initiative ont tenu une [conversation virtuelle](#) avec des experts du ministère de la Justice du Canada, d'AdvocAid (Sierra Leone), de l'ILF (Afghanistan) et d'Article 19 (Amérique du Sud). La discussion a mis en évidence des pratiques prometteuses en matière de protection de l'accès à la justice pendant une crise mondiale.

**Partenaires pouvant
apporter un soutien
et des informations
supplémentaires**

[Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies](#)

[Namati](#)

[Open Society Justice Initiative](#)

[The International Legal Foundation](#)

[Penal Reform International](#)

[National Legal Aid and Defender Association](#) (États-Unis)

Merci à Pathfinders et Namati pour le partage des recommandations et la révision de ce module.

MÉSINFORMATION ET PROTECTION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

La diffusion opportune et proactive d'informations sur les réseaux sociaux et d'autres canaux est essentielle pour sauver des vies et protéger les moyens de subsistance au cours de la COVID-19. Cependant, la propagation rapide de la mésinformation et de la désinformation présente un défi majeur. Bien que ces tendances ne soient pas particulières à la crise de la COVID-19, elles pourraient nuire considérablement à la réponse mondiale à la pandémie. Le Secrétaire général des Nations Unies et le Directeur général de l'OMS ont tous deux attiré l'attention sur « l'infodémie » de la mésinformation, qui affecte négativement la réponse à la crise. Certains gouvernements ont censuré les médias indépendants et le contenu en ligne pour lutter contre la propagation de fausses nouvelles et de mésinformation. Les observatoires, [comme celui développé par Reporters sans frontières \(RSF\)](#), montrent des tendances croissantes de censure par l'État des médias indépendants et des campagnes de désinformation délibérées alimentées autant par des acteurs étatiques que non étatiques.

Recommandations

Cette section met en évidence les réponses politiques avec une optique de gouvernement ouvert pour une réponse immédiate, une récupération permanente et des efforts de réforme à long terme. Nous nous appuyons sur les recommandations d'organisations partenaires, notamment Access Now, Article 19 et Web Foundation, entre autres. Pour plus d'informations, reportez-vous aux sections connexes sur la [protection des dénonciateurs](#), l'[espace civique](#) et le [droit à l'information](#) au sein de ce guide.

Définitions:

Désinformation : Informations fausses et délibérément créées pour nuire à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays.

Mésinformation : Informations fausses mais non créées dans l'intention de causer un préjudice.

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

Publier des informations de manière proactive

- Les gouvernements devraient partager de manière proactive les informations pertinentes en temps opportun, mises à jour régulièrement.
- Publier des informations sur les médias grand public, les réseaux sociaux et par le biais de médias et de langues accessibles à des segments de la population pour aider à combler le fossé numérique.

- Les gouvernements devraient désigner des porte-parole officiels et des sources de données au sein des ministères concernés afin de minimiser la probabilité de messages contradictoires.

Procédure établie, portée et restrictions

- Veiller à ce que les pouvoirs d'urgence qui restreignent temporairement ces droits constitutionnels soient soumis à des restrictions au niveau des cadres juridiques internationaux pertinents, tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- Veiller à ce que la portée et les restrictions des pouvoirs d'urgence soient clairement définies, y compris les exigences procédurales et juridiques ainsi que le droit de recours en vertu de la constitution nationale.
- Renforcer les cadres juridiques sur le rôle des institutions nationales des droits de la personne et créer des mécanismes leur permettant de s'associer à la société civile pour jouer leur rôle.

Lutter contre la mésinformation, la désinformation et l'antilocution

- Désigner des unités spécifiques au sein des gouvernements qui peuvent immédiatement identifier et contrer les tendances à la mésinformation, tout en évitant les mesures punitives qui pourraient conduire à la censure.
- Les agences d'État devraient s'abstenir de mener des campagnes de propagande. Les médias et la société civile ont un rôle important à jouer dans le suivi et le signalement des campagnes de désinformation menées par l'État.
- Veiller à ce que tout nouveau décret ou législation visant l'antilocution respecte les limites de proportionnalité, de nécessité et de légalité énoncées dans le droit international des droits de la personne.
- Veiller à ce que la responsabilité et le fait de redresser la situation pour corriger l'antilocution sur les plateformes de médias sociaux incombent au gouvernement plutôt qu'aux plateformes en ligne elles-mêmes.

Élargir l'accès numérique

- Une connexion Internet ouverte, sécurisée et accessible est particulièrement importante pour les travailleurs essentiels et le public afin de permettre l'accès aux informations critiques en temps opportun, aux marchés et aux ressources économiques. Les gouvernements devraient s'abstenir de bloquer l'accès à Internet ou de restreindre la vitesse des données.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

Le [rapport global 2019 du PGO](#) a identifié quelques recommandations en matière de protection de la liberté d'expression, y compris certaines de celles soulignées ci-dessous.

Procédure établie, portée et restrictions

- Veiller à ce que les limites de la liberté d'expression à des fins de poursuite d'objectifs légitimes, tels que la lutte contre la corruption et la cybersécurité, soient légales et proportionnées.
- Instaurer des mesures de recours plus strictes pour mettre fin à l'impunité liée aux attaques contre les journalistes et le personnel de l'information.

Sensibilisation et formation

- Mettre en place des programmes de formation sur le respect et la protection de l'expression. Toutes les autorités de l'État responsables de la protection des journalistes et de la liberté d'expression devraient y participer.
- Impliquer des organisations représentant les femmes et les minorités dans l'élaboration de solutions à la désinformation, au harcèlement et à la violence sur les plateformes en ligne.

Réglementer l'univers médiatique

- Augmenter la pression internationale en matière de harcèlement, de détention ou de meurtre dirigé par l'État; établir des règles et des protections pour la liberté de la presse dans les médias numériques et imprimés; établir des lignes directrices quant à la sécurité des journalistes (qui tiennent compte des menaces fondées sur le genre); et créer les conditions d'un plus grand pluralisme des médias.
- Garantir une protection efficace des femmes de même que des médias LGBTQIA+ et des acteurs de la société civile qui peuvent faire face à des dangers en milieu de travail.

Lutter contre la mésinformation, la désinformation et l'antilocution

- Évaluer, réformer et réviser les règles sur le contenu et la diffamation selon les besoins en consultation avec les médias, les plateformes technologiques et la société civile.

Sanctions et responsabilité

- Supprimer la prescription pour enquêter sur les délits contre la liberté d'expression.
- Établir de solides protections pour les enquêtes et les poursuites pour violence faite aux journalistes et autres acteurs de la société civile, afin de garantir l'accès à la justice. Ceux-ci devraient inclure des protocoles sensibles/réceptifs au genre.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

- Le [Royaume-Uni](#) a désigné une unité spécialisée pour lutter contre la mésinformation liée au coronavirus.
- Le [Mexique](#) a créé un portail de vérification des informations circulant sur les réseaux sociaux et les médias numériques.

- Le [Canada](#) a créé une application de jeu vidéo pour lutter contre la désinformation en enseignant aux citoyens à identifier les fausses informations.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

- [Croatie](#) (2018-2020) : Réformer le cadre de réglementation des médias pour améliorer la transparence, protéger les journalistes et empêcher la publication de fausses informations.
- [Nigéria](#) (2018-2020) : Protéger les libertés d'expression et de réunion en formant la police et les autres organismes de sécurité à respecter les droits des citoyens.
- [Italie](#) (2016-2018) : A mis en œuvre sa Déclaration sur les droits numériques en sensibilisant les citoyens à leurs droits numériques.

Ressources

- [Les recommandations aux États sur la lutte contre la mésinformation et la défense de la liberté d'expression au temps de la COVID-19](#) d'Access Now
- [Exposé de politique sur la mésinformation et le coronavirus](#) d'Article 19
- [Instantané des restrictions et des attaques pendant la pandémie de COVID-19](#) du CIVICUS Monitor
- Les membres IFEX partagent [des ressources sur la gestion des défis liés à la crise de COVID-19](#)
- Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression [a récemment publié un rapport sur les pandémies et la liberté d'opinion et d'expression](#)
- [L'information stratégique sur la mésinformation et la libre expression](#) de la Web Foundation.

Partenaires pouvant apporter un soutien et des informations supplémentaires

[Access Now](#)

[Article 19](#)

[Committee for Protection of Journalists](#)

[IFEX](#)

[International Centre for Not for Profit Law](#)

[Reporters Sans Frontières](#)

[UNESCO](#)

[Web Foundation](#)

Merci à nos partenaires d'Access Now, CIMA, CIVICUS, IFEX, ICNL et Web Foundation pour le partage des recommandations et la révision de ce module.

AIDE INTERNATIONALE



La pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve les systèmes de santé, affaibli les économies et aggravé les inégalités. En réponse, les partenaires au développement mobilisent de l'aide au moyen de subventions, de prêts, d'allégement de la dette et d'autres formes d'aide publique au développement (APD). Depuis le début de la crise, les donateurs multilatéraux et bilatéraux, les institutions financières de développement et les fondations privées ont annoncé des promesses et des engagements s'élevant à des milliards de dollars pour aider les pays à répondre à la pandémie.

La transparence de l'aide est essentielle à l'amélioration de la coordination des donateurs, ce qui permet à ces derniers d'éviter la duplication des efforts et d'identifier les lacunes critiques. En outre, il permet aux bénéficiaires d'observer le montant et l'allocation de l'aide entrant dans leur pays, ce qui leur permet de mieux attribuer leurs propres ressources. Bien qu'importante, il est également essentiel que les donateurs et les bénéficiaires aillent au-delà de la transparence pour créer des mécanismes de responsabilisation et de participation aux processus d'aide.

L'utilisation par le gouvernement de mécanismes de responsabilisation, tels que la surveillance législative et publique et la protection des dénonciateurs, peut aider à détecter la mauvaise gestion, l'utilisation abusive et les fuites de ressources des donateurs. Les donateurs devraient impliquer les gouvernements et la société civile dans les décisions de répartition afin de garantir la mobilisation de l'aide pour les secteurs et les populations les plus critiques et vulnérables, et dans le suivi, l'évaluation et l'audit (y compris les audits sociaux) pour s'assurer que l'aide parvienne aux bénéficiaires visés.

Vingt et un membres du PGO ont pris 55 engagements liés à l'aide internationale depuis 2011.

Recommandations

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

Les recommandations suivantes soulignent en particulier les mesures de gouvernement ouvert liées à l'aide internationale.

Organismes donateurs et gouvernements

- **Données ouvertes :** Publier en temps opportun (au moins une fois par mois) des données ouvertes sur les promesses, les engagements, les décaissements prévus et les sorties de fonds conformément aux normes d'information en matière d'aide, dans des formats lisibles par machine et sous licence ouverte. Faire la distinction entre nouvelles promesses et nouveaux engagements, et redéploiement de promesses et d'engagements existants.

- **Information complète** : Publier des informations sur les termes et conditions, quand, où et comment les ressources seront dépensées (appui budgétaire direct, subventions, prêts, allégement de la dette, financement mixte, aide humanitaire, achats directs), et des informations sur les bénéficiaires, les partenaires opérationnels, les contractants et les sous-traitants. Publier un calendrier clair selon lequel les données actuellement non disponibles seront publiées en ligne.
- **Publication de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA)** : Enregistrer toutes les informations relatives à l'aide dans le [registre international](#) et suivre les [lignes directrices quant à la publication des données liées à la COVID-19](#).
- **Dispositions ex ante pour un gouvernement ouvert** : Établir des normes claires pour les bénéficiaires quant au suivi et au compte-rendu de l'attribution et de l'utilisation de l'aide, exigeant que toutes les informations soient rendues publiques en temps opportun, en utilisant des données ouvertes lisibles par machine lorsque cela est possible. En outre, établir des dispositions claires exigeant des bénéficiaires qu'ils suivent les meilleures pratiques recommandées en matière de [marchés publics](#), d'[ouverture fiscale](#), de mesures anti-corruption, de [protection des dénonciateurs](#) et de [protection de l'espace civique](#). Établir des normes similaires pour les partenaires opérationnels, les entrepreneurs et les sous-traitants.
- **Engagement des parties prenantes et garanties** : Faire participer la société civile et les autres parties prenantes concernées des pays bénéficiaires à la prise de décisions sur le lieu et la manière d'attribuer l'assistance et sur la mise en place de garanties sociales appropriées, puis sur les processus de suivi, d'évaluation et d'audit afin de garantir que l'assistance parvienne aux bénéficiaires visés.

Gouvernements bénéficiaires

- **Données ouvertes** : Publier en temps opportun (au moins une fois par mois) des informations sur tous les engagements, montants reçus et dépenses au titre de l'aide.
- **Information complète** : Publier des informations complètes qui incluent le budgétaire et le non budgétaire, l'aide humanitaire, l'aide des donateurs qui ne font pas partie du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et d'autres sources de financement. Publier un calendrier clair selon lequel les données non disponibles seront publiées en ligne.
- **Approvisionnements et budgets ouverts, protection des dénonciateurs et mesures anti-corruption** : Suivre les recommandations pour les [marchés publics](#), l'[ouverture fiscale](#), la [protection des dénonciateurs](#) et les meilleures pratiques en matière de lutte contre la corruption pour les mesures d'intervention rendues possibles par l'aide.
- **Mécanismes de coordination multi-intervenants** : Établir des mécanismes de coordination avec différents ministères responsables, des groupes de la société civile et d'autres parties prenantes pertinentes pour une prise de décision rapide quant à l'attribution de l'aide, la rationalisation des informations sur l'aide provenant de différentes sources, en veillant à ce que les garanties sociales appropriées soient en place, puis dans le suivi, l'évaluation et les processus d'audit visant à garantir que l'assistance parvienne aux bénéficiaires visés.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

Organismes donateurs et gouvernements

- **Évaluations des risques et garanties :** Mener des évaluations relatives aux risques environnementaux et sociaux et s'assurer que des garanties sont en place. Rendre ces informations accessibles au public.
- **Audits ouverts et évaluation :** Mener et publier des audits indépendants ex post des dépenses et des résultats, une évaluation des impacts et le progrès quant au respect des conditions pour l'aide reçue face à la COVID-19
- **Publication proactive :** Construire des systèmes pour recueillir et publier les informations d'aide qui ne sont pas disponibles.
- **Catégorisation harmonisée :** Veiller à ce que les informations sur l'aide soient alignées sur les classifications budgétaires des pays bénéficiaires (y compris pour l'aide non budgétaire) pour permettre un meilleur suivi des flux.
- **Exigences uniformes :** Élargir la mise en œuvre des meilleures pratiques en matière de transparence de l'aide aux agents contractuels, aux bénéficiaires de subventions, aux partenaires opérationnels (y compris les organismes multilatéraux, les entreprises privées et les bénéficiaires et agents contractuels des subventions des ONG).
- **Établir des normes de transparence et de responsabilité pour l'aide utilisée par le biais d'instruments du secteur privé ou de financement mixte, en s'appuyant sur les normes existantes :** Travailler avec les donateurs et les bénéficiaires pour établir et mettre en œuvre des normes en matière de transparence (où va l'aide, à quoi l'aide est-elle utilisée et les résultats obtenus), de responsabilité et de mécanismes de règlement des griefs quant à l'aide utilisée par le biais du secteur privé ou d'instruments de financement mixtes (c'est-à-dire un mélange de financement d'aide publique au développement à des conditions de faveur et de fonds commerciaux).
- **Utilisation des données :** Favoriser l'utilisation des informations sur l'aide au niveau des donateurs et des pays bénéficiaires, tant au sein du gouvernement que de la société civile.
- **Analyse ex post :** Coordonner avec les donateurs et les bénéficiaires pour effectuer une analyse ex post des enseignements tirés de la crise de COVID-19 et partager des recommandations sur la mobilisation de l'aide pour les crises futures.

Gouvernements bénéficiaires

- **Associer les informations sur l'aide aux systèmes nationaux :** Construire des systèmes pour associer les systèmes d'information sur l'aide au budget, à la comptabilité, à l'audit et aux systèmes d'approvisionnement, et assurer la transparence

des informations. Établir des systèmes de gestion financière pour suivre les dépenses s'ils n'existent pas. Intégrer les données publiées par les donateurs de l'IITA dans les systèmes de gestion de l'information sur l'aide et fournir des informations en retour sur la qualité et l'exhaustivité des données.

- **Suivi public et audits sociaux** : Utiliser des systèmes de suivi publics, des audits sociaux et des rapports sur les bénéficiaires pour faciliter une meilleure information et une correction de cap quant à l'utilisation de l'aide.
- **Audits ouverts** : Mener et publier des audits indépendants ex post des dépenses et des résultats, une évaluation des impacts et le progrès quant au respect des conditions pour l'aide reçue face à la COVID-19.
- **Contrôle parlementaire** : Publier les informations sur l'aide dans une annexe budgétaire ou l'équivalent afin d'assurer le contrôle parlementaire.
- **Utilisation des données** : Promouvoir la participation et l'engagement du public sur l'attribution de l'aide et l'utilisation des données sur l'aide.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

- **Le Fonds monétaire international (FMI) travaille sur des mesures pour promouvoir la transparence et la responsabilité**, et veiller à ce que ses ressources soient utilisées aux fins prévues, notamment: 1) Demander aux autorités membres de s'engager dans leurs lettres d'intention afin d'assurer que l'aide d'urgence soit utilisée dans le but fortement prioritaire de résoudre la crise actuelle et ne soit pas détournée à d'autres fins. Les lettres d'intention sont publiées par le pays membre et sont également disponibles sur le site Internet du FMI.
2) Évaluer quelles-sont les mesures de gestion des finances publiques, de lutte contre la corruption et de lutte contre le blanchiment d'argent qu'il est possible de demander aux membres de mettre en place sans retarder indûment les décaissements urgents. Par exemple, le FMI a invité les pays membres qui demandent une aide d'urgence de s'engager à (i) améliorer le compte-rendu des dépenses liées à la crise; (ii) entreprendre et publier des audits ex post indépendants des dépenses liées à la crise; (iii) assurer la transparence des marchés publics, par exemple en publiant les marchés publics; et / ou (iv) prévenir les conflits d'intérêts et la corruption en publiant les informations sur la propriété bénéficiaire des entreprises ayant obtenu des marchés publics.
- **Aux Philippines**, Le ministère de la Défense nationale (MDN), par l'entremise du Bureau de la défense civile - National Risk Reduction and Management Council (NDRRMC), a [commencé à publier](#) l'état des dons reçus en réponse à la COVID-19.
- **Le IATI Humanitarian Data Portal** contient un résumé des informations en matière de publication de données sur les projets humanitaires par différentes organisations

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

Organismes donateurs et gouvernements

- [Royaume-Uni](#) (2013-2015) : S'est engagé à fournir des données d'aide ouvertes, complètes, comparables et réutilisables.
- [Allemagne](#) (2017-2019) : S'est engagé à faire participer la société civile et les ministères afin d'identifier les moyens d'améliorer la transparence de l'aide.
- [Canada](#) (2012-2014) : S'est associé à l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide afin de publier des données relatives à l'aide.
- [France](#) (2018-2020) : S'est engagée à améliorer la portée et la clarté des données publiées sur l'aide.
- [Espagne](#) (2012-2014) : A créé un processus de publication de l'aide publique au développement.

Gouvernements bénéficiaires

- [Slovaquie](#) (2017-2019) : S'est engagée à publier les fonds reçus par le gouvernement central de la part des donateurs.
- [Italie](#) (2016-2018) : A élargi le portail de données ouvertes OpenCoESione pour inclure des informations sur les décisions de programmation et de financement.
- [Macédoine du Nord](#) (2016-2018) : S'est engagée à publier les fonds reçus par le gouvernement central de la part des donateurs.
- [Mongolie](#) (2014-2016) : S'est engagée à publier des informations sur l'aide aux prêts étrangers, y compris les programmes spécifiques, les contrats et les conditions du prêt.

Ressources

- L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) a publié des [directives sur la publication de données en matière d'assistance à la COVID-19](#) en utilisant la norme IITA ainsi que des [directives sur l'accès et l'utilisation des données quant à la COVID-19](#).
- Ils ont également organisé un webinaire pour discuter des directives et clarifier les questions, qui peuvent être consultées [ici](#).
- [Ressources de l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale](#) pour les interventions d'urgence face à la Covid-19.

Partenaires pouvant apporter un soutien et des informations supplémentaires

[Publish What You Fund](#)

[Initiative internationale pour la transparence de l'aide](#)

Merci à nos partenaires de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide, Publish What You Fund, du Partenariat budgétaire international et à Mark Brough pour le partage des recommandations et la révision de ce module.



La collecte et l'analyse de données épidémiologiques à l'échelle de la population, ainsi que l'accès de la population à l'eau pour l'hygiène, est un élément essentiel de la réponse à la COVID-19. De la publication de statistiques sur la propagation des maladies aux applications de localisation, les gouvernements du monde entier se sont engagés dans de vastes efforts de collecte de données pour informer les politiques de santé publique. En particulier, les données ouvertes sont devenues essentielles pour faciliter une réponse pandémique collective et éclairée. Cependant, il est essentiel de veiller à ce que les initiatives en matière de données parviennent à un équilibre entre l'ouverture de données suffisantes pour informer et accroître la confiance dans les politiques de santé publique, tout en protégeant la confidentialité des données individuelles et les droits. La responsabilité, la transparence et la participation sont donc essentielles pour garantir cet équilibre au moment de déterminer les mesures de données ouvertes.

Recommandations

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

Portée des données ouvertes

Des [catégories particulières de données ouvertes](#) peuvent contribuer à une réponse pandémique collective et éclairée. Les catégories suivantes offrent un point de départ pour la priorisation par le gouvernement des données ouvertes dans le contexte de la COVID-19 :

- Ressources médicales :
 - Installations, personnel et équipement hospitaliers
 - Équipement de protection individuelle (EPI)
 - Sites de test et laboratoires de traitement
- Données épidémiologiques :
 - Données sur les patients (emplacement, données démographiques, résultats et traitements)
 - Ne pas divulguer d'informations personnelles.
 - Données sur les services essentiels, fermetures, etc.
- Données économiques :
 - Bénéficiaires de financement d'urgence
 - Registre des fournisseurs d'EPI
 - Données sur la chaîne d'approvisionnement et gonflement des prix
 - Données liées aux voyages
 - Consultez nos guides en matière d'ouverture fiscale et de marchés publics

- Sécurité alimentaire :
 - Systèmes alimentaires et chaîne d'approvisionnement
 - Niveaux de nutrition et faim
- Accès à l'eau pour l'hygiène :
 - Équité de service (rural vs urbain, genre, situation économique)
 - Qualité et fiabilité du service
- Données sur la criminalité :
 - Violence familiale
 - Cybercriminalité
- Science ouverte :
 - Recherche sur les médicaments, approches thérapeutiques, etc.
 - Publication de brins génétiques viraux
 - Établir des exigences pour la publication des ensembles de données sous-jacents et anonymisés de la recherche financée par le gouvernement

Qualités des données :

- **Données non regroupées** : Dans la mesure du possible, recueillir des données détaillées ventilées par sexe et géographie ainsi qu'à travers le temps et les niveaux de gouvernement.
 - Accédez à plus d'informations sur les données de santé dans notre Rapport mondial sur la santé 2019 [ici](#). Pour les données sur l'eau, rendez-vous [ici](#).
- **Données interopérables** : Viser à produire des données qui sont interopérables entre les niveaux de gouvernement, entre les agences gouvernementales et avec les référentiels de données ouvertes internationaux.

Approches institutionnelles

Conseils consultatifs sur les données

Mettre en place des conseils ou des équipes multidisciplinaires pour aider à prioriser la collecte, la normalisation et la diffusion des données.

- **Mandat** : Les conseils doivent fonctionner dans les limites de la loi, conformément aux lois d'urgence et aux règles des comités consultatifs.
 - Les domaines d'activité potentiels peuvent, au minimum, couvrir la même gamme d'activités que les catégories de données énumérées dans la section « réponse » ci-dessus.
- **Adhésion et sélection** : Au minimum, les dirigeants de ces comités devraient s'efforcer d'élargir la participation.
 - Inclure des experts, la société civile, des représentants de l'ensemble du gouvernement et des représentants des communautés vulnérables.

• *Ordre du jour et méthodes de travail :*

- Pratiquer une divulgation maximale en documentant et en publiant les dossiers des délibérations et la documentation justificative.
- Donner la priorité à la publication des données sur la base des contributions de plusieurs parties prenantes.
- Certains pays du PGO, comme le Royaume-Uni, ont réussi avec des groupes de travail interinstitutions ou à agence unique qui se concentrent sur des ensembles de données à priorité faible et élevée.

Processus décentralisés

Identifier un processus de [normalisation des données](#) pour permettre la comparabilité entre les unités infranationales.

- Publications et ensembles de données de recherche ouverts - voir l'exemple américain [CORD-19](#)
- Documenter et partager toute information nécessaire pour contextualiser et décrire les données afin de permettre une utilisation appropriée
- Maintenir de solides canaux de communication pour faciliter les clarifications et les mises à jour concernant les données
- Organiser des concours pour la publication des principales recherches en matière de traitement

Interopérabilité internationale

Progresser vers la normalisation internationale des ensembles de données de base pour inclure des secteurs clés tels que :

- Ressources médicales
- Données épidémiologiques
- Achat d'EPI
- Accès à l'eau pour l'hygiène
- Science ouverte et recherche

Intégrer des garanties

- Seules les données nécessaires et proportionnées doivent être recueillies et partagées avec ceux qui en ont besoin pour lutter contre la pandémie. Consultez notre prochain Guide pour la protection de la vie privée pour plus d'informations.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

Étendue des données et utilisation : À mesure que les priorités du gouvernement évoluent dans le contexte de l'après-crise, la portée et l'utilisation de la collecte de données devront être reconsidérées en conséquence.

- Recueillir et fournir des données ouvertes sur les allocations couvrant les subventions et les prêts subventionnés.
- Établir des réglementations sur le stockage et l'utilisation des données recueillies au cours de la phase de réponse à l'avenir, en particulier concernant la façon dont les données peuvent être réutilisées afin d'éclairer les futurs plans de réponse à la pandémie
- Établir des procédures et des politiques de partage des données à l'échelle internationale pour façonner la récupération mondiale.

Approches institutionnelles

- Fournir des ressources à un ombudsman ou un enquêteur pour identifier les cas majeurs d'abus de traitement de données. Cela peut faire partie d'un organisme existant de protection des données, parlementaire ou administratif, ou encore tout ce qui précède. Ces organes d'enquête devraient avoir le pouvoir de recommander des poursuites (en cas de violation pénale), des recours administratifs (en cas de violation civile ou administrative) et une législation.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

- **Mondial** : Des exemples de données ouvertes en lien à la COVID-19 comprennent des ensembles de données de recherche ouverts des [États-Unis](#) et de l'[Union européenne](#), des données épidémiologiques ouvertes en [Suisse](#) et au [Pays basque](#), ainsi que des données ouvertes sur les fournitures médicales et les tests en [Corée](#).
- **Aragon, Espagne** : Le laboratoire du gouvernement ouvert du gouvernement d'Aragon, en partenariat avec des organisations de la société civile, des entreprises sociales et des bénévoles, ont créé [Frena La Curva](#). Ce réseau fournit une assistance technique et organisationnelle aux citoyens du monde entier pour créer un site Web présentant les efforts et les innovations des citoyens en réponse à la pandémie. Le site Web est actuellement opérationnel dans 12 pays.
- **Slovaquie** : L'Institut des politiques de santé de la République slovaque (IHPSR) fournit des informations aux décideurs et aux intervenants qui gèrent la crise de la COVID-19. Leurs rapports de recherche épidémiologique sont mis à jour et [disponibles en ligne](#) sous une licence ouverte Gold Standard. Le code source des modèles mathématiques est publié sur GitHub sous une licence permissive. Les représentants de l'IHPSR accueillent favorablement les commentaires, collaborent avec des experts externes et communiquent sur Facebook.
- **Johns Hopkins University, États-Unis**: Johns Hopkins University a créé une [carte](#) épidémiologique pour aider les chercheurs et les autorités de santé publique à suivre la pandémie grâce à un outil convivial. Toutes les données recueillies et

affichées sont disponibles gratuitement sur [GitHub](#) et les couches de fonctionnalités du tableau de bord sont incluses dans l'ESRI Living Atlas.

- **Espagne** : Le [Projet de surveillance COVID-19](#) fournit des graphiques et des analyses narratives qui sont générés automatiquement toutes les heures grâce à la technologie d'interface de programmation d'applications (API). Tous les matériaux produits sont libres d'utilisation.
- **Afrique** : Le [Référentiel de données](#) COVID-19 du continent résume les données épidémiologiques pour chaque pays d'Afrique. Les données sont ventilées par données démographiques, de localisation et d'informations sur les symptômes lorsque cela est possible. Les données proviennent de sources officielles (par exemple, OMS, les départements de la santé, CDC, etc.) et de sources non officielles (par exemple, les nouvelles).
- **Royaume-Uni** : Global Health 5050 a compilé un [outil de suivi des données COVID-19](#) qui comprend des données au niveau national sur les cas, les décès, les hospitalisations et les cas parmi les travailleurs de la santé ventilés par âge et par sexe.
- **Brésil** : Open knowledge Brazil maintient un [indice de transparence COVID-19](#) qui classe les États en fonction de leur transparence et de leur engagement à ouvrir les données.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

- **Suède** (2016-2018) : Le gouvernement de la Suède a convoqué des panels multi-intervenants pour déterminer une approche de données ouvertes pour les chaînes d'approvisionnement alimentaire, en plus d'autres secteurs.
- **Finlande** (2017-2019) : En 2017, la Finlande a commencé à publier toutes les données sur les achats en tant que données ouvertes en temps réel, y compris ce qui a été acheté, par quel organisme, auprès de qui et quelle source financière a été utilisée pour effectuer l'achat.
- **France** (2018-2020) : Le gouvernement de la France a formé un comité pour la science ouverte afin d'évaluer et défendre la science ouverte ainsi que pour fournir un ensemble de données nationales sur tous les projets de recherche financés par le gouvernement.
- **Canada** (2018-2020) : Le gouvernement du Canada a créé une plateforme permettant aux citoyens d'accéder aux publications de recherche fédérales, de contacter des scientifiques fédéraux et de promouvoir activement les résultats de la recherche fédérale.
- **Paraguay** (2016-2018) : Le gouvernement a publié des données ouvertes sur la qualité des services de santé afin de fournir aux citoyens les informations nécessaires pour participer à l'élaboration de l'allocation des ressources de santé et des politiques.

- **Mexique** (2019-2021) : Le Mexique a tenu des forums réguliers pour que les citoyens participent à la création d'une politique sur l'utilisation des données personnelles par le gouvernement.
- **Uruguay** (2016-2018) : La municipalité de Montevideo a créé une base de données commune de surveillance citoyenne relative à la qualité de l'air, à la transformation des aliments et aux dépenses de travaux publics publiée sous un format de données ouvertes.

Ressources

- L'OCDE et GovLab ont créé un [référentiel de réponses sur les données ouvertes](#) pour regrouper les initiatives de collecte et d'analyse de données ouvertes à travers le monde.
- La Charte sur les données ouvertes, l'OCDE et d'autres créent une [taxonomie collaborative et des lignes directrices pour ouvrir les données essentielles lors d'une pandémie](#).
- L'[exposé de politique](#) de Paris 21 présente des orientations à l'intention des gouvernements et des bureaux de statistique en réponse à la pandémie.
- Access Now offre [un rapport](#) avec des recommandations sur la vie privée et la protection des données..
- Le PGO, la Charte sur les données ouvertes, et Access Info ont tenu une [conversation virtuelle](#) pour répondre à certains des défis auxquels les gouvernements ont été confrontés lorsqu'ils tentaient de promouvoir la transparence des données en réponse à la crise, et ont attiré l'attention sur les besoins actuels des citoyens et de la société civile en matière de données.
- Des experts de la World Wide Web Foundation, les gouvernements français et taïwanais, Luminare et Article 19 ont mené une [conversation intersectorielle](#) pour décondenser les mesures politiques liées à l'utilisation des plateformes numériques en temps de réponse à la crise et les considérations politiques importantes pour une réforme à plus long terme.

Partenaires pouvant apporter un soutien et des informations supplémentaires

[Access Now](#)

[OCDE](#)

[Transparency International](#)

[Web Foundation](#)

[Charte sur les données ouvertes](#)

Merci à nos partenaires de la Charte sur les données ouvertes et d'Iniciativa Latinoamericana por los Datos Abiertos pour le partage des recommandations et la révision de ce module.



PROTÉGER LA PARTICIPATION ET LA DÉLIBÉRATION

La COVID-19 a modifié le programme d'élaboration des politiques à travers le monde. Les gouvernements ont suspendu la législation et la réglementation non essentielles et accéléré les mesures de réponse à la pandémie.

Les gouvernements ont le droit de prendre des décisions et des politiques de manière efficace et efficiente en utilisant des pouvoirs d'urgence. Malheureusement, les gouvernements abusent souvent de ce pouvoir, que ce soit intentionnel ou non. Les lois secrètes, les procédures extralégales et la mise en retrait de la participation du public et de la surveillance sont des préoccupations majeures. Alors que certains gouvernements avaient déjà réduit la participation avant la crise, d'autres exploitent la situation actuelle pour freiner la participation du public.

La participation continue du public à tous les niveaux de prise de décision - politique, programmes et pratique - est vitale dans le contexte de la COVID-19. Elle garantit que les gouvernements respectent l'état de droit et que les exceptions à la procédure standard ne sont que cela - des exceptions, avec un fondement juridique. Elle renforce la confiance et la légitimité dans le processus et ses résultats et réduit les conflits.

L'accès continu du public au processus législatif est également crucial. Beaucoup, sinon la plupart des assemblées législatives ne se réunissent pas, ce qui limite la surveillance et l'adoption de nouvelles lois. Les législateurs ont moins la capacité de rencontrer les électeurs, de voter et de délibérer. Ces obstacles entravent le rôle important des législatures dans le système de freins et contrepoids du gouvernement. Pour compenser, les opportunités de participation doivent être intégrées dans les outils numériques à mesure que les organes directeurs deviennent virtuels. Heureusement, il existe un nombre croissant d'outils de délibération numérique.

La section suivante fournit des recommandations pour maintenir une solide participation du public aux processus administratifs et législatifs dans le contexte de la COVID-19.

Recommandations

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

Participation à l'administration

La prise de décision administrative se fait rapidement grâce à des processus abrégés ou non standard dans le contexte de réponse à la COVID-19. Dans de nombreux pays, les procédures établies dans la loi ne sont pas suivies ou les lois manquent de règles claires pour un gouvernement ouvert.

Les meilleures pratiques de participation à l'administration dans les conditions de COVID-19 (et à l'avenir) comprennent :

- **Pas de lois secrètes** : Publier toutes les lois, règles et opinions juridiques relatives aux pouvoirs d'urgence.
- **Avis** : Poursuivre ou améliorer la publication des évaluations ex ante telles que les évaluations réglementaires ou d'impact environnemental avant les consultations pour permettre une délibération publique.
- **Commentaire public** : Mener des délibérations en ligne améliorées et respecter les délais, sauf de manière exceptionnelle, raisonnable et légale, politique par politique, en présumant la continuité des meilleures pratiques. Les périodes de consultation publique devraient être prolongées pour la prise de décisions non urgentes.
- **Examen public** : Prolonger et autoriser les contestations des règlements et des décisions dans des délais ajustés, compte tenu de la fermeture des tribunaux et autres tribunaux dotés de pouvoirs de révision.

Participation à la législation

En tant qu'organes législatifs qui adaptent leurs procédures pour lutter contre les mesures de distanciation sociale, la participation du public [doit rester un élément central](#) des processus décisionnels.

Continuité législative en ligne : L'observation et la participation du public doivent être intégrées aux applications de vidéoconférence lorsque les assemblées législatives se réunissent, délibèrent et votent.

- [Reporter](#) les procédures non essentielles et faire largement connaître et diffuser en direct les procédures qui ont lieu.
- Publier des informations sur les modifications apportées aux procédures de la législature, y compris qui a participé à la prise de décision et comment les changements seront mis en œuvre.
- Exiger que tous les législateurs participants soient clairement audibles et visibles à tout moment, y compris pour le public.
- Garantir des mécanismes de vérification d'identité et de vote aux législateurs au sein des plateformes législatives numériques.
- Enregistrer, transcrire et archiver toutes les sessions et rendre les enregistrements disponibles pour un accès en ligne ultérieur.
- Publier, en ligne et en temps opportun, l'ordre du jour, les présences, les votes, les projets de loi et les documents discutés lors des séances plénières et des commissions, si possible sous format ouvert.
- Fournir des services de traduction pour tous les canaux de participation publique virtuelle et envisager l'utilisation d'une plateforme en ligne qui permet une interprétation multilingue à distance.
- Autoriser le public à fournir des commentaires par e-mail ou via la fonction de clavardage.

Continuité législative hors ligne : Assurer la participation continue du public dans les cas où les obstacles technologiques obligent les assemblées législatives à continuer de se réunir en personne, mais que le public ne peut être présent.

- Reporter les procédures non essentielles.
- Permettre au public la possibilité de soumettre à l'avance des questions et des commentaires écrits.
- Diffuser les débats et s'assurer que tous les documents, tels que les procès-verbaux ou les enregistrements des réunions, sont rapidement publiés.
- **Transparence du budget parlementaire :** Publier les budgets parlementaires, en particulier toute nouvelle dépense ou tout nouveau processus d'approvisionnement en réponse à la crise. Voir les sections sur l'[ouverture fiscale](#) et les [marchés publics](#) pour plus d'informations.

Transformation numérique en matière de délibération

La crise de la COVID-19 a nécessité la consolidation des processus de prise de décision en ligne dans toutes les composantes du gouvernement. Voici quelques bonnes pratiques pour une délibération virtuelle :

- **Conseils consultatifs multi-intervenants :** Impliquer un conseil inclusif de parties prenantes de l'ensemble du gouvernement, de la société civile et des groupes d'intérêts pour examiner et concevoir des mesures liées à la participation virtuelle du public.
- **Vastes outils numériques :** Utiliser un éventail d'outils numériques, tels que des enquêtes et des « heures de bureau » virtuelles pour créer plusieurs espaces dédiés à l'engagement du public.
 - Fournir des mécanismes permettant aux citoyens de commenter virtuellement ou de fournir des votes d'opinion sur les questions débattues à l'Assemblée législative.
 - Assurer une variété de canaux de communication pour joindre les fonctionnaires, tels que les numéros de téléphone au travail et les comptes de réseaux sociaux.
- **Plateformes d'engagement numérique :** Envisager d'utiliser des plateformes de délibération numérique telles que [Consul](#), [DemocraciaOS](#) et [Bang the Table](#), une budgétisation participative en ligne comme [Balancing Act](#), ou des forums de débat modéré tels que le [National Issues Forum](#).
 - Inclure une phase d'apprentissage pour assurer que les citoyens puissent utiliser les outils numériques et fournir un soutien technique tout au long du processus.
- **Outils de diffusion traditionnels :** Continuer à tirer parti des canaux de communication traditionnels - tels que la radio, la télévision, le gouvernement local et les organisations sociales - pour atteindre tous les segments de la population et engager activement les individus non représentés en ligne.

- **Inégalités technologiques** : Augmenter l'accès à Internet et aux ordinateurs pour assurer une participation inclusive à la gouvernance virtuelle, par voie de prestation de services ou dispense des frais. Chercher activement à inclure les groupes qui font face à des obstacles à la participation virtuelle, tels que les personnes âgées, les femmes et les communautés rurales.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

- **Date de clôture claire** : Les restrictions à la participation et à la délibération du public en réponse à la pandémie doivent avoir un aboutissement clair et prédéterminé.
- **Participation civique virtuelle** : Les adaptations technologiques des gouvernements en réponse à la COVID-19, telles que la tenue de forums publics virtuels, devraient être évaluées et mises en œuvre dans la mesure où elles [accroissent](#) la participation du public dans le processus législatif à l'avenir.
- **Cadres techniques et juridiques** : Les gouvernements devraient s'associer à la société civile, aux technologues et à d'autres groupes d'intérêts pour construire l'infrastructure juridique et technique nécessaire à la mise en œuvre d'outils innovants de participation du public.
- **Éducation numérique** : Investir dans la culture numérique et assurer que les fonctionnaires soient équipés des outils et des connaissances nécessaires pour tirer parti des outils de participation publique virtuelle.
- **Participation inclusive** : Élargir l'accès des citoyens à Internet et aux ordinateurs pour améliorer l'inclusivité de la participation publique virtuelle.
 - [Continuer](#) à profiter des avantages de l'engagement civique virtuel pour mobiliser des groupes tels que les personnes de moins de 18 ans, les femmes, les non-citoyens et les personnes récemment incarcérées.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

- **France** : Le Parlement français a [organisé](#) un [forum public](#) virtuel pour recueillir les opinions des citoyens sur l'orientation des priorités politiques de la France suite à la COVID-19. Des délibérations ont eu lieu sur [Decidim](#), une application en open source et conforme au GDPR, où 15 000 citoyens français ont discuté de sujets tels que la santé, le travail, la consommation, l'éducation, la solidarité et la démocratie.
- **Finlande** : Le ministère finlandais des finances, en partenariat avec Dialogue Academy et Timeout Foundation, a organisé une série de [dialogues de confinement](#) sur la manière dont la crise a affecté la vie des citoyens et transforme leur pays.

- **Équateur** : Les organisations civiques et privées ont coordonné un [marathon de programmation post-crise](#) de 2 jours qui a permis aux citoyens de discuter de leur vision de l'Équateur après la crise dans un certain nombre de domaines politiques, de la santé à l'environnement.
- **Madrid, Espagne** : La ville de Madrid utilise la plateforme [Decide Madrid](#) pour permettre aux citoyens de soumettre des idées de solidarité, de se connecter avec les entreprises de leur quartier et de poser des questions sur la crise directement aux experts municipaux.
- **Brésil** : Le Sénat brésilien réfléchit actuellement aux réponses législatives à la crise de COVID-19 proposées par les citoyens via le [portail de cybercitoyenneté](#).
- **Écosse, Royaume-Uni** : Le gouvernement a organisé une [consultation](#) en ligne pour permettre au public de soumettre et d'évaluer les commentaires en matière de réponse du gouvernement à la COVID-19.
- **France et Royaume-Uni** : Les deux pays ont pivoté pour tenir en ligne leurs [assemblées de citoyens](#) quant au changement climatique. En France, 150 citoyens représentants [participent](#) à sept sessions de week-end. Au Royaume-Uni, 100 participants [se réuniront](#) sur quatre sessions de week-end.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

Participation du public à l'administration

- **Croatie** (2014-2016) : A placé en priorité la participation du public tout au long du processus de rédaction de la stratégie nationale de lutte contre la corruption.
- **Royaume-Uni** (2013-2015) : A fait participer la société civile à la conception du plan intergouvernemental de lutte contre la corruption.
- **Lettonie** (2017-2019) : S'est engagé à sensibiliser et à renforcer les processus de participation du public à la prise de décision.

Participation du public au processus législatif

- **Lettonie** (2015-2017) : A permis la collecte de signatures en ligne pour lancer un référendum.
- **Uruguay** (2016-2018) : Participation de la société civile à la création d'un système de gestion participative de l'eau dans le cadre du Plan national relatif à l'eau.
- **Irlande** (2014-2016) : A tenu trois référendums découlant des recommandations de la Convention constitutionnelle.
- **Chili** (2014-2016) : A mis en œuvre et effectué le suivi de la loi sur le lobbying, qui réglemente les activités de lobbying.

Participation publique numérique

- [Jalisco, Mexique](#) (2019-2021) : S'est engagé à fournir une plateforme numérique pour la participation des citoyens à la création et à l'approbation des lois.
- [Colombie](#) (2015-2017) : A créé des services automatisés pour traiter les commentaires et les suggestions des citoyens.
- [Géorgie](#) (2016-2018) : Participation accrue des citoyens au processus de surveillance des finances publiques.

Ressources

Pour plus d'informations, consultez les guides du Groupe de pratique du Partenariat pour un gouvernement ouvert relatif au dialogue et les Guides de [délibération](#) sur la délibération et la [participation informée](#).

Participation à la législation

- L'Union interparlementaire [suit](#) la manière dont les parlements du monde entier ajustent leurs procédures en réponse à la pandémie.
- OpeN a tenu un [webinaire](#) sur « Les parlements et les pandémies : Devenir virtuel et demeurer ouvert à l'ère de la COVID-19 ».
- Le [document](#) de Directorio Legislativo et ParlAmericas discute de l'adaptation et du renforcement du rôle des parlements des Amériques et des Caraïbes dans le contexte de la COVID-19.
- L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale a publié [Parlements et crise : Défis et innovations. Le Parlement en bref n° 1](#).

Participation publique numérique

- Le document [COVID-19 : Ressources pour les particuliers et les gouvernements](#) de la National Civic League agrège les ressources, y compris un certain nombre d'outils numériques pour la délibération et la participation virtuelles.
- Participio détient une [série d'articles](#) sur la mise en ligne de la délibération et de la participation civique.
- La Local Government Resource [Bank](#) de What Works Cities rassemble un certain nombre de ressources et d'exemples d'initiatives locales aux États-Unis en réponse à la pandémie.

Partenaires pouvant apporter un soutien et des informations supplémentaires

[Directorio Legislativo](#)

[Open Parliament e Network \(OpeN\)](#)

[National Endowment for Democracy](#)

[ParlAmericas](#)

Nous remercions les partenaires de Directorio Legislativo et du projet Innovative Citizen Participation de l'OCDE pour le partage des recommandations et la révision de ce module.



Les approvisionnements sont devenus un problème de vie ou de mort dans les réponses de nombreux pays à la pandémie de coronavirus. À court terme, les approvisionnements d'urgence sont un élément essentiel des mesures d'intervention de tout gouvernement. Les pénuries d'équipement de protection individuelle pour les travailleurs de première ligne, les ventilateurs et la capacité de test ont entravé les réponses. De nombreux gouvernements ont adopté des procédures d'approvisionnement d'urgence afin d'accélérer les achats. Des principes de gouvernement ouvert peuvent contribuer à rendre ce processus plus efficace et à fournir des équipements à ceux qui en ont besoin, tout en évitant la corruption et le gaspillage.

Ces principes aident également à uniformiser les règles du jeu pour les fournisseurs en leur permettant d'accéder aux systèmes d'approvisionnement de manière plus rapide et rationalisée et de fournir des biens et services de façon plus efficace. Alors que les pays passent d'une réponse immédiate à une récupération et à une réforme à long terme, il est essentiel de veiller à ce que les systèmes d'approvisionnement restent performants et que les capacités de production et les chaînes d'approvisionnement soient renforcées. À l'avenir, il est essentiel de soutenir les petites entreprises et les fournisseurs ainsi que d'investir dans de meilleures données sur les marchés publics et de meilleures politiques et infrastructures de santé pour résister aux chocs futurs.

Les marchés publics sont l'un des plus grands risques de corruption du gouvernement en raison de l'importance des dépenses. L'achat de produits de santé est un domaine particulièrement à risque car il est complexe et opaque. L'approvisionnement sanitaire d'urgence présente un risque encore plus élevé, car il peut impliquer un approvisionnement exclusif, des délais accélérés, un prépaiement et une lutte générale pour sécuriser les fournitures, ce qui peut minimiser la diligence raisonnable et l'examen minutieux des fournisseurs.

Soixante-seize membres du PGO ont pris 227 engagements liés au processus ouvert d'octroi de contrats depuis 2011, ce qui signifie qu'il y a une richesse d'expérience et d'apprentissage pertinents au sein du partenariat sur lesquels s'appuyer.

Recommandations

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

Nos amis de l'[Open Contracting Partnership](#) font les recommandations suivantes :

- **Politique** : Rendre les procédures d'urgence publiques et ouvertes. Cela inclut la coordination et la centralisation de l'approvisionnement, la fixation d'un critère clair et une justification écrite des procédures d'urgence, la publication de données ouvertes, le ciblage du gonflement des prix, et l'exigence des rapports en temps opportun.

- **Coordination** : Fixer des objectifs et des priorités clairs et consolider les comités d'urgence pour une prise de décision rapide.
- **Données** : Utiliser et partager des données d'approvisionnement ouvertes pour analyser et partager des informations afin de prévoir et de gérer les chaînes d'approvisionnement critiques. Recueillir et étiqueter tous les processus de passation de marchés et les lignes budgétaires avec « COVID-19 » pour garantir des données de haute qualité, ouvertes et complètes, divulguer les commentaires techniques des fournisseurs et publier toutes les attributions de contrats dans un cadre d'urgence.
- **Partenariats innovateurs** : Construire des partenariats innovateurs avec les entreprises et la société civile. Publier une liste de médicaments et d'appareils essentiels pour que les marchés puissent réagir en conséquence et encourager les entreprises en démarrage et les projets de technologie civile basés sur les données.
- **Suivi citoyen** : Faire confiance à la société civile et l'aider à jouer un rôle important dans le suivi des dépenses et de la livraison efficaces de biens et de services. Les gouvernements devraient créer des portails numériques faciles d'accès et d'utilisation, qui peuvent permettre aux citoyens de suivre tous les achats liés au coronavirus.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

Selon les conclusions du rapport mondial 2019 du PGO, la plupart des membres du PGO n'ont pas de processus d'appel d'offres entièrement ouverts et compétitifs dans le domaine de la santé. L'approvisionnement de produits de santé est considéré comme moins transparent que l'approvisionnement en infrastructures dans la plupart des pays. Les pays devraient considérer les recommandations suivantes pour une réforme à moyen et long terme. Dans la mesure du possible, ces nouvelles mesures et réformes devraient être sensibles au temps et s'appuyer sur les législations et les outils existants afin de minimiser le ralentissement de la réponse à la crise sanitaire.

- Renforcer les systèmes d'approvisionnement électronique pour garantir que les processus d'appel d'offres soient accessibles, y compris pour les petits fournisseurs.
- Recueillir et publier des données de meilleure qualité et lisibles par machine, y compris aux niveaux municipal et local. Recourir au [Standard de Données sur la Commande Publique Ouverte](#) pour orienter les décisions vers la divulgation des données et des documents tout au long du processus d'approvisionnement.

- Recueillir et partager des données sur les offres d’approvisionnement des petites et moyennes entreprises, ainsi que des entreprises détenues par des femmes et des minorités. Identifier des politiques ciblées pour mieux connecter ces groupes au marché d’approvisionnement.
- Développer des systèmes de surveillance publique pour permettre des alertes en temps réel des fuites, irrégularités et ruptures de la chaîne d’approvisionnement.
- Accélérer et publier des audits publics de toutes les dépenses liées aux achats d’urgence.
- Renforcer les systèmes d’approvisionnement aux niveaux local et municipal, notamment en publiant des données géocodées pour suivre le déploiement des services dans les communautés mal desservies.
- Collaborer avec et soutenir les groupes de suivi civils pour améliorer la planification, les comptes rendus et la mise en œuvre des contrats gouvernementaux.
- Améliorer les processus qui cartographient et lient les approvisionnements aux données budgétaires pour garantir une meilleure utilisation et un meilleur rapport qualité-prix ainsi que pour identifier les lacunes dans l’allocation des services essentiels.
- Les gouvernements devraient exiger des informations sur la propriété des entreprises qui soumissionnent pour des contrats d’urgence, afin de s’assurer que ceux qui fournissent des biens et services d’urgence sont légitimes et bien équipés pour la livraison.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d’externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

- **Mondial** : Des exemples de réponses gouvernementales transparentes aux approvisionnements d’urgence face à la COVID-19 se trouvent en [Colombie](#), au [Paraguay](#) et en [Ukraine](#).
- **Ukraine** : L’Open Contracting Partnership assure le suivi des données gouvernementales, en mettant l’accent sur le gonflement du prix des masques.
- **Mexique** : La Commission sur la transparence et l’accès à l’information de l’État de Nuevo León publie des informations sur le processus d’approvisionnement local à l’usage des organismes compétents.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

- **Elgeyo Marakwet, Kenya** (2017; 2018-20) : Faire participer le public au suivi des chaînes d’approvisionnement en médicaments.
- **Burkina Faso** (2017-19) : Mettre en place des comités de citoyens pour contrôler les manoeuvres frauduleuses dans les prestations de santé.

- [Mongolie](#) (2019-2021) : Impliquer les OSC dans les processus d'approvisionnement et d'évaluation des offres.
- [Argentine](#) (2017-2019) : Divulguer les informations quant aux achats de fournitures médicales et aux contrats conclus par le National Institute of Social Services for Pensioners and Retirees.
- [Royaume-Uni](#) (2019-2021) : Engagements clairs d'amélioration de la qualité, rapidité de publication et pertinence de ses données d'approvisionnement et publication dans le Standard de Données sur la Commande Publique Ouverte.

Ressources

- L'Open Contracting Partnership dispose d'une [page de ressources dédiée](#) aux approvisionnements d'urgence pour la COVID-19, comprenant des recommandations de politique, une feuille de conseils et un guide d'utilisation des données pour en faire le suivi. Vous pouvez également [écouter l'enregistrement d'un webinaire](#) qu'ils ont récemment organisé et qui partage des expériences relatives aux approvisionnements d'urgence (et un [résumé ici](#)).
- Treize chapitres de Transparency International en Amérique latine mettent en évidence les mesures à prendre pour prévenir la corruption dans les approvisionnements d'urgence (en [espagnol](#) et en [anglais](#)).
- Access Info Europe, Civio, ePaństwo Foundation, Funky Citizens et K-Monitor, en collaboration avec l'Open Contracting Partnership, ont développé [Dix recommandations sur la transparence des approvisionnements d'urgence face à la Covid-19](#).
- Transparency International Health Initiative et l'OCP ont également un [rapport conjoint sur le processus ouvert d'octroi de contrats dans les approvisionnements de santé](#), avec des recommandations et des études de cas.
- Le PGO, l'Open Contracting Partnership, et le Partenariat budgétaire international ont tenu une [conversation virtuelle](#) sur la manière de renforcer les processus de transparence et de responsabilité dans la budgétisation et les marchés publics dans l'urgence tout en permettant une réponse rapide, efficace et transparente.
- L'Institute for Development of Freedom of Information a développé un [portail transparent de notation des marchés publics](#) au niveau des systèmes d'approvisionnement à travers le monde.

[Open Contracting Partnership](#)

[Hivos](#)

[Transparency International](#), incluant la [Transparency International Health Initiative](#) et ses chapitres par pays.

Partenaires pouvant apporter un soutien et des informations supplémentaires

Nos remerciements aux partenaires d'Open Contracting Partnership, The B Team et Transparency International pour le partage des recommandations et la révision de ce module.

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Les gouvernements recueillent des quantités inégalées de données personnelles pour soutenir les efforts vitaux de santé publique, tels que le suivi de la transmission de la COVID-19 et l'application de la quarantaine. En particulier, les gouvernements et les entreprises recueillent et traitent à grande échelle les données sur la santé et la géolocalisation des citoyens. Dans ce contexte, il est plus important que jamais que les gouvernements mettent la transparence et la responsabilité au centre des efforts de protection de la vie privée pour garantir que le droit des

Recommandations

Les recommandations ci-dessous sont tirées d'[Access Now](#), [Freedom House](#) et [Paris 21](#).

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

Collecte, utilisation et confidentialité des données

- **Légalité** : Les données recueillies doivent être fondées sur la loi existante. Les lois devraient couvrir un large éventail d'actions (traitement, collecte, vente, partage); d'acteurs (publics et privés); et indiquer explicitement les catégories de données exclues.
- **Conditions de service transparentes** : Les politiques, les intentions et les contrats public-privé concernant la collecte, le traitement et l'élimination des données ainsi que les droits légaux des personnes concernées devraient être rendus publics.
- **Portée de la collecte et du traitement des données** : Ne recueillir et stocker que les données nécessaires pour répondre à la crise et ne les partager que par des moyens sécurisés avec ceux qui font partie intégrante de la réponse.
- **Données anonymes et sécurisées** : Ne pas divulguer les informations personnelles des patients lorsque sont signalées des infections virales ni les statistiques sur les données personnelles telles que l'âge, le sexe, la race et l'origine ethnique. En aucun cas, les données de santé ne doivent être vendues ou transférées à des tiers qui ne travaillent pas dans l'intérêt public.
- **Registre public de traitement** : Créer un registre de traitement algorithmique accessible au public, englobant les acteurs privés et étatiques, qui peut être lu dans un format de données ouvertes.
- **Algorithmes transparents** : Assurer que le code source, le mandat, les méthodes de test des algorithmes (par exemple, audits, méthode de la boîte noire, tests « boîte blanche ») et les données de formation sont transparents et ouverts.

Gouvernance et surveillance

- **Conseil consultatif multi-intervenants** : Faire participer des experts et la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre de garanties sur l'utilisation des données. Les communautés les plus touchées, telles que les femmes et les minorités raciales et ethniques, devraient être consultées pour créer des garanties spécifiques et efficaces.
- **Contrôle parlementaire** : Le pouvoir législatif devrait recourir à son autorité et disposer de ressources suffisantes pour superviser et assurer un suivi public régulier des efforts de protection des données liés à la COVID-19.
- **Partenariats stratégiques** : Les collaborations doivent respecter les normes ouvertes en matière de données et d'approvisionnement, avec des exigences au niveau des rapports pour plus de transparence. Les accords de partage de données entre les États et les entreprises doivent être basés sur les lois existantes.
- **Forte capacité de supervision et de conformité** : Élargir le mandat des délégués à la protection des données, en particulier en ce qui concerne leurs connaissances et leurs ressources des systèmes protégeant la vie privée et l'équité.
- **Analyses d'impact et évaluations** : Exiger des évaluations d'impact pour tous les efforts de collecte de données liés à la COVID-19. Veiller à ce que les évaluations, ainsi que leur mandat et leurs mécanismes d'application liés à l'éthique, aux droits de la personne et à l'équité des systèmes de traitement des données, soient publics.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

- **Résultat final clair** : Les efforts de collecte de données devraient comporter des clauses de temporisation claires et prédéterminées. Les données recueillies dans des circonstances exceptionnelles devraient être supprimées ou anonymisées suite à la crise.
- **Organe de surveillance** : Identifier un organe de surveillance doté de pouvoirs d'enquête et d'application en matière d'atteinte à la vie privée. Cet organe devrait être doté de capacités d'imposition de sanctions et de recours clairement définies, et de ressources adéquates pour s'acquitter de ses fonctions.
 - Les institutions des droits de la personne devraient exercer leur autorité et collaborer avec la société civile pour surveiller et enquêter sur les efforts de protection de la vie privée entourant la COVID-19.
- **Accès à la justice** : Veiller à ce que l'accès à la justice des personnes concernées soit protégé par la loi et que les personnes concernées aient accès à des recours juridiques en cas de violation de la vie privée.

- **Qualité des données et gouvernance** : Impliquer les bureaux de statistique du gouvernement dans la production, la gestion de la qualité, la gouvernance et la coordination des données.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

- **Ghana** : Ghana Statistical Services, Vodafone Ghana, et Flowminder Foundation utilisent des données de téléphone portable anonymisées pour [déterminer](#) si les citoyens se conforment aux mesures de quarantaine à un niveau agrégé.
- **Mexique** : L'Institut national de la transparence a créé un [microsite sur la protection de la vie privée dans le contexte de la COVID-19](#) avec des informations à la fois pour les personnes concernées et les préposés au traitement des données.
- **Norvège** : Le gouvernement norvégien et institut de recherche à but non lucratif ont publié une [application de recherche des contacts](#) qui ne suit les contacts d'une personne seulement après qu'elle ait reçu un diagnostic de COVID-19. Les données sont cryptées, stockées sur un serveur sécurisé et supprimées après 30 jours. Les chercheurs n'ont accès qu'à des données anonymisées et agrégées.
- **États-Unis** : Les chercheurs ont [partagé](#) les informations génétiques des premiers cas de COVID-19 américains sur les plateformes scientifiques ouvertes [GISAID](#) et [Nextstrain](#), ce qui a permis d'estimer la durée de vie du virus aux États-Unis.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

- **Australie** (2016-2018) : A mis à jour des directives pangouvernementales sur les processus de désidentification et la publication de données sensibles. A de plus modifié la Loi sur la protection des renseignements personnels pour se conformer aux meilleures pratiques internationales.
- **Chili** (2018-2020) : Cherche à harmoniser la protection des données avec une politique des données ouvertes par le biais d'un projet de loi sur la protection des données personnelles et de la politique des données ouvertes du gouvernement du Chili.
- **Mexique** (2019-2021) : A organisé un forum multi-intervenants pour déterminer les politiques de collecte et d'utilisation de données confidentielles par le gouvernement.

Ressources

- Privacy International tient à jour une [base de données](#) des réponses du gouvernement concernant la confidentialité et la surveillance.
- Access Now a rédigé un [rapport](#) sur les recommandations pour la confidentialité et la protection des données lors de la pandémie, ainsi que des recommandations spécifiques aux [applications de recherche des contacts](#).

- Propre à l'UE, le GDPRhub offre des [conseils](#) sur la manière de se conformer à la protection des données dans le cadre du RGPD dans un contexte de réponse à la COVID-19.
- Le Centre pour le développement mondial renvoie également à un [article](#) utile avec d'autres recommandations et ressources.

Partenaires pouvant apporter un soutien et des informations supplémentaires

[Access Now](#)

[CIVICUS](#)

[World Wide Web Foundation](#)

[AI Now Institute](#)

[Centre for Internet and Society](#)

[Digital Defenders Partnership](#)

[Privacy International](#)

[Reset](#)

[International Center for Not-for-Profit Law](#)

Merci à nos partenaires de la Web Foundation, Access Now et CIVICUS pour le partage des recommandations et la révision de ce module.

DROIT À L'INFORMATION

Le droit à l'information est un droit fondamental et une partie inhérente du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Il est essentiel à la gouvernance moderne et fait partie intégrante de la mission du PGO. Il permet au public de suivre les décisions du gouvernement, de participer à la prise de meilleures décisions et de tenir le gouvernement responsable.

Pendant la pandémie, le public a un besoin accru d'informations complètes et à jour. Parallèlement, la capacité des gouvernements à répondre aux demandes d'informations est mise à rude épreuve : de nombreux fonctionnaires travaillent à domicile, certains ont été réaffectés et les documents peuvent être difficiles à consulter physiquement ou numériquement. Des orientations peu claires peuvent conduire à des réponses inégales.

En outre, des mesures extraordinaires prises par de nombreux gouvernements ont entraîné la suspension des procédures administratives, affectant le traitement des demandes d'informations. Les recours devant les tribunaux sont également limités. De même, les règles relatives à la préparation et à la publication proactives d'informations, une caractéristique de la plupart des régimes nationaux de transparence, sont également suspendues.

Les populations, notamment les femmes, les aînés, les minorités linguistiques et les communautés rurales, peuvent rencontrer des difficultés à obtenir des enregistrements numériques en raison du manque d'accès à Internet.

Cette section fait des recommandations pour respecter le droit à l'information autant que possible pendant la réponse et la récupération. De plus amples informations sur la divulgation proactive d'informations peuvent être trouvées dans le Guide du gouvernement ouvert.

Recommandations

Des collègues du Centre for Law and Democracy, d'Access Info Europe et de l'Institute for Development of Freedom of Information ont élaboré un certain nombre de lignes directrices.

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

- **Lois sur l'accès à l'information** : Les gouvernements devraient viser à maintenir le traitement des demandes de renseignements et, dans toute la mesure du possible, les obligations de fournir des informations « dès que possible » devraient rester en place.

- **Légalité** : Toute suspension ou prorogation des délais devrait avoir un fondement juridique, comme faire partie des états d'urgence déclarés, qui sont assortis de délais et soumis à l'approbation du Parlement pour le renouvellement. Toutes les modifications doivent être rendues publiques.
- **Demandes électroniques** : Les demandes électroniques doivent être honorées comme d'habitude lorsque les documents pertinents et les travailleurs à distance sont accessibles. Il faut éliminer tous les obstacles, tels que les exigences d'identification numérique, pour simplifier les demandes d'informations électroniques.
- **Commissaires à l'information** : Travailler avec les commissaires à l'information pour établir des systèmes de réponse aux demandes pendant la pandémie, informer les fonctionnaires et surveiller la mise en œuvre. Veiller à ce que des ressources soient en place pour les appels auprès des commissaires à l'information et / ou des tribunaux.

• **Priorisation**

- **Prioriser les demandes liées à la COVID-19** : Dans la mesure du possible, accorder une priorité particulière aux demandes liées à la réponse à la pandémie et à ses impacts (santé, économie, éducation, emploi et mesures sociales).
 - **Dotation en personnel** : Identifier les travailleurs sous-utilisés et les réaffecter à des demandes de renseignements hautement prioritaires.
 - **Transfert spécialisé** : Créer des canaux et des protocoles pour l'identification, le transfert et le renvoi des demandes de droit à l'information entre une unité de conformité du droit à l'information et la principale unité de coordination de la COVID-19.
 - **Recours à la publication proactive** : Si répondre à toutes les demandes est difficile, assurer la surveillance des demandes et la publication proactive des informations les plus recherchées. Consacrer des ressources à cette priorité.
- **Publication proactive** : Les informations et données relatives à la COVID-19 doivent être rassemblées sur un site Web unique et facile à trouver au niveau gouvernemental approprié. Cela devrait inclure des réponses aux demandes d'informations pertinentes. La publication proactive devrait inclure des données sur la situation, les ressources, les marchés publics, les budgets et les fonds, tel qu'indiqué dans le Guide du gouvernement ouvert.
- **Prise de décision** : Il devrait y avoir une publication proactive des décisions prises quant à la réponse à la pandémie, la transparence de qui prend les décisions, de même que des justifications sur le fondement des décisions, tels que le fondement juridique ou scientifique.
 - **Mesures légales** : La publication de toutes les lois devrait avoir lieu non seulement dans les journaux officiels, mais également dans des endroits accessibles, garantissant la clarté de la communication des règles au public

et aux entreprises. Il devrait y avoir une transparence sur la mise en œuvre des lois, y compris sur l'action de la police, les sanctions imposées et les procédures judiciaires. Cette transparence devrait s'appliquer, entre autres, aux mesures de quarantaine, aux restrictions de voyage et aux contrôles des frontières.

- **Briefings médias** : Lorsque des informations sont fournies aux médias lors de conférences de presse ou en réponse à des demandes de journalistes, elles doivent également être téléchargées directement en ligne.
- **Diffuser pour toucher tous les secteurs de la population** : Veiller à ce que les informations soient compréhensibles pour le public et qu'elles soient diffusées de manière proactive par le biais d'autres médias (télévision, radio, presse écrite, médias sociaux, panneaux d'affichage de la communauté locale, etc.) afin qu'elles atteignent tous les secteurs de la population.
- **Garder ouvert** : Veiller à ce que toute publication proactive soit effectuée dans des formats ouverts et que les documents et les données soient libres de licence pour être réutilisés.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

- **Renforcer la capacité de réponse aux demandes** : Il faudrait investir dans de solides capacités à recueillir et à fournir des informations. Cela devrait être fait par :
 - **Numérisation** : Prioriser le passage à la numérisation de toutes les informations et de tous les documents et données afin que l'accès puisse être assuré de manière rapide et rationalisée à l'avenir. Cela devrait inclure une garantie de stockage, de protection et de récupération sécurisés des dossiers et des archives.
 - **Collecte de données** : Évaluer les systèmes nationaux de collecte de données statistiques et autres et de communication de ces informations aux autorités régionales et centrales; collaborer avec les bureaux de statistique pour améliorer les systèmes de collecte rapide des données.
 - **Tenue de dossiers** : Travailler avec les archivistes pour veiller à ce que les meilleures pratiques de tenue de dossiers, y compris des archives numériques facilement accessibles, soient mises en œuvre de manière à faciliter la localisation et la compilation rapides des informations à l'avenir.
 - **Ressources & Formation** : Compte tenu de la demande accrue d'informations, veiller à ce que des ressources adéquates soient allouées à une transparence réactive et proactive et qu'il y ait suffisamment de fonctionnaires formés pour répondre à la demande.

- **Planifier à l'avance pour une publication proactive accrue** : Planifier à l'avance une publication plus proactive et améliorer les systèmes qui permettent une mise à jour rapide des documents et des données publiés de manière proactive.
- **Ouverture sur la pandémie** : S'engager à publier des documents non classés et à déclassifier au maximum les documents appropriés liés à toute entreprise de recherche de faits suite à la crise, comme les commissions parlementaires ou les commissions de vérité. Améliorer les systèmes permettant une mise à jour rapide des documents et des données publiés de manière proactive.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

- **Argentine** : L'Agence nationale d'accès à l'information publique a [annulé la suspension générale des délais](#) de traitement des demandes de droit à l'information, mais a permis une certaine flexibilité dans le calendrier en fonction des raisons données.
- **Nouvelle-Zélande** : Le Bureau de l'ombudsman [a souligné la normalité](#) et le rôle important que le droit à l'information joue sur la pandémie pour assurer une réponse forte à la crise.
- **Royaume-Uni** : Le Commissariat à l'information a publié des [lignes directrices](#) sur les retards, la tenue des dossiers, les violations de données et la restauration post-crise.
- **États-Unis** : Le Congressional Research Service (un département de la US Library of Congress) a compilé une [enquête sur les réponses des organismes](#) à la Covid-19 en ce qui concerne la liberté d'information. Cela suggère un rôle de contrôle potentiel que les parlements peuvent jouer pour garantir la hiérarchisation des droits.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

- **Uruguay** (2016-2018) : Le gouvernement a consulté la société civile et le public pour déterminer la portée et le mécanisme par lesquels les informations sur les violations des droits de la personne commises par le passé seraient diffusées et mémorisées.
- **Sri Lanka** (2016-2018) : Le Gouvernement sri-lankais a promulgué sa loi sur le droit à l'information, qui alloue des ressources et met au point des systèmes de gestion des dossiers, de compte rendu, de divulgation proactive et de réponse aux demandes. L'engagement prévoyait également la formation de responsables désignés et une campagne de sensibilisation du public.
- **Paraguay** (2014-2016) : La loi sur l'accès à l'information publique a défini des normes et des mécanismes d'accès à l'information publique, des délais de réponse et des sanctions en cas de non-respect.

- [États-Unis](#) (2015-2017) : Le gouvernement américain a amélioré l'efficacité et l'efficacité du Freedom of Information Act.
- [Bulgarie](#) (2014-2016) : Le gouvernement bulgare a modifié sa loi actuelle sur le droit à l'information afin d'accroître son ouverture et son efficacité. Il en a également renforcé la coordination et l'application.

Ressources

Un certain nombre d'organisations ont publié des déclarations concernant le droit à l'information dans le contexte de la pandémie, notamment :

- La [Commission interaméricaine des droits de l'homme](#), 10 avril 2020
- La [Commission africaine des droits de l'homme et des peuples](#), 24 mars 2020
- La [Conférence internationale des commissaires à l'information](#), 14 avril 2020
- Le [Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme](#), 19 mars 2020
- Consultez la [fiche d'information](#) du PGO sur le droit à l'information.
- De plus, RTI-Rating.org a [suivi et répertorié](#) toutes les modifications publiques des lois de droit à l'information, que ce soit par voie législative ou par décret.
- Aux États-Unis, la [National Freedom of Information Coalition](#) a centralisé les meilleures pratiques en matière de droit à l'information et de liberté de la presse des journalistes et des organisations à but non lucratif pendant la crise de la Covid-19.
- Article 19 propose un [rapport](#) contenant des recommandations sur la lutte contre les inégalités de genre par l'accès à l'information.

Partenaires pouvant apporter un soutien et des informations supplémentaires

[Centre for Law and Democracy](#)

[Access Info Europe](#)

[African Freedom of Information Centre](#)

Merci à nos partenaires d'Access Info Europe, du Centre for Law and Democracy et de l'International School for Transparency pour les recommandations et la révision de ce module.

FILETS DE SÉCURITÉ SOCIALE



La transparence, la participation et la responsabilisation sont essentielles pour garantir que les dépenses et les services sociaux atteignent leurs populations cibles et fournissent les résultats nécessaires.

Les efforts de santé publique spectaculaires pour lutter contre la COVID-19 ont eu de graves conséquences économiques. Les moyens de subsistance à travers le monde ont souffert alors que les gouvernements demandent aux lieux de travail de fermer et aux familles de demeurer chez elles. En conséquence, les gouvernements mettent en place des mesures de protection sociale massives pour lutter contre les problèmes de pauvreté, de faim et de déplacement. À la fin avril 2020, près de 700 mesures de protection sociale avaient été [planifiées, introduites ou ajustées](#) par 151 pays en réponse à la pandémie.

Les gouvernements [distribuent](#) de l'aide d'urgence aux individus, aux communautés et aux entreprises.

- L'aide aux **individus** peut inclure des transferts monétaires directs, une aide en nature comme de la nourriture ou du carburant, et une assurance-emploi ou un remplacement de revenu.
- L'aide d'urgence aux **communautés** vise à renforcer les services publics essentiels, tels que les soins de santé et l'accès à l'eau pour l'hygiène, qui sont souvent fournis au niveau provincial ou municipal.
- L'aide aux **entreprises** pour fournir un palliatif à l'économie et atténuer le chômage.

La manière dont les gouvernements choisissent de distribuer l'aide dépend de nombreux facteurs, y compris les besoins uniques d'un pays et l'infrastructure existante des filets de sécurité sociale. Il est essentiel d'adopter une approche gouvernementale ouverte pour mettre en œuvre les protections sociales d'urgence, quelle que soit la stratégie spécifique d'un pays. Dans certains endroits, les approches de gouvernement ouvert sont considérées comme secondaires à une réponse rapide, mais elles permettent à ces réponses d'être plus efficaces et efficientes.

Les recommandations ci-dessous mettent en évidence les possibilités d'assurer la transparence, la participation et la responsabilité dans les mesures d'aide d'urgence. Il est essentiel de placer les valeurs du gouvernement ouvert au centre des programmes de protection sociale de la COVID-19 pour garantir que ces efforts vitaux soient mis en œuvre de manière équitable et efficace.

Recommandations

Les recommandations ci-dessous sont pertinentes pour garantir une réponse, une récupération et une réforme ouvertes dans le contexte de la COVID-19. De telles approches peuvent permettre aux citoyens ordinaires, aux journalistes et aux organisations de donner leur avis sur l'efficacité du programme et d'aider à identifier les cas potentiels de perte, de fraude et d'abus. De plus, les individus et les communautés doivent avoir accès à l'information et à la justice pour pouvoir obtenir l'aide qu'ils méritent. Voir la [section Justice](#) de ce guide pour des réformes détaillées dans ce domaine.

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

Principaux outils du gouvernement ouvert dans la distribution de l'aide d'urgence :

Transparence des données : Les gouvernements devraient fournir des données à jour, précises et largement accessibles dans un format lisible par machine en matière de :

- **Critères et hiérarchisation :** Les critères et données qui sont utilisés pour identifier et prioriser les ménages quant aux programmes d'aide, tels que les données du recensement, les dossiers d'emploi, les enquêtes.
- **Distribution :** Les données sur qui reçoit de l'aide ainsi que sur le type et la quantité d'aide, ventilées par sexe, âge, géographie et statut de travail formel ou informel afin d'assurer une équité.
- **Contribution :** Les organismes responsables de la distribution ou de la surveillance des filets de sécurité sociale peuvent publier des données sur les organisations gouvernementales et non gouvernementales distribuant de l'aide et tout contrat.
- **Responsabilité et audits :** L'information relative aux processus de responsabilisation pour lutter contre la corruption et les fuites ainsi que sur les résultats des audits.
 - Dans la mesure du possible, associer les données budgétaires pertinentes aux données sur les dépenses d'approvisionnement en améliorant la budgétisation axée sur les programmes et les mesures visant à faciliter les références croisées pour faciliter l'identification et l'enquête sur les fonds non dépensés, les pertes, la fraude ou les abus.

Transparence décisionnelle :

- Assurer la transparence sur :
 - quelles entités gouvernementales et quels niveaux de gouvernement sont responsables de la conception et de la mise en œuvre des mesures de protection sociale.
 - le contenu du processus de délibération
- les résultats des décisions concernant les mesures d'aide aux niveaux des politiques, des programmes et des projets.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

Principaux outils du gouvernement ouvert pour inclure les communautés mal desservies dans les programmes d'aide :

Participation à la prise de décision :

- **Conseil consultatif multi-intervenants :** Impliquer des experts et la société civile ainsi que les niveaux de gouvernement chargés d'élaborer et de mettre en œuvre des filets de sécurité sociale ou des programmes spécifiques. Les communautés les plus touchées, telles que les femmes et les minorités raciales et ethniques, devraient être consultées pour s'assurer que des mesures appropriées soient prises pour remédier aux vulnérabilités ainsi qu'aux problèmes aggravés par la pandémie de COVID-19.
- **Budgétisation inclusive :** Veiller à ce que les communautés vulnérables soient incluses dans les priorités de dépenses en incorporant des approches telles que la budgétisation fondée sur le genre ou des exercices de budgétisation participative (virtuellement si nécessaire), y compris des exercices de priorisation potentiels tels que ceux entrepris en ligne à Madrid ou ailleurs. Dans les cas où l'accès à Internet ou aux processus est faible, ces exercices peuvent impliquer des représentants des populations vulnérables.

Principaux outils du gouvernement ouvert pour renforcer la responsabilisation

Les éléments suivants sont des éléments essentiels d'un « système de responsabilisation » pour ces dépenses. La recherche montre que plus de telles actions peuvent être entreprises, meilleurs sont les résultats.

- **Contrôle parlementaire :** Le pouvoir législatif devrait utiliser son autorité pour superviser et assurer un contrôle public régulier des mesures de protection sociale liées à la COVID-19.
- **Organes de surveillance :** Habilitier l'institution supérieure de contrôle à superviser les décaissements et les affectations. Dans certains cas, cela peut signifier de renforcer la capacité des institutions d'audit de passer à des audits « a posteriori » à une surveillance en temps réel. De plus, veiller à ce qu'il existe un organe de surveillance doté de pouvoirs d'enquête et d'exécution ainsi que de la capacité à imposer des sanctions.
- **Audits sociaux et surveillance :** Activer des audits et une surveillance des bénéficiaires qui facilitent une communication solide entre le gouvernement et les communautés cibles.

- **Mécanisme de plainte et protection des dénonciateurs** : Fournir un mécanisme formel de plainte et de solides garanties aux lanceurs d'alerte pour réduire les fuites et la corruption. (Voir notre guide pour plus d'informations.)
 - Autoriser les comptes rendus des bénéficiaires, comme un service d'appel direct pour les ménages afin de signaler toute divergence dans le ciblage ou la diffusion.
 - Les personnes qui déposent des plaintes devraient avoir droit à une réponse et avoir la possibilité de suivre l'évolution de leur plainte.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

Aide d'urgence transparente

- **Philippines** : Le Ministère de la protection sociale et du développement fournit des [données mises à jour](#) régulièrement quant à l'aide financière fournie au niveau municipal ainsi qu'une carte thermique illustrant la distribution de l'aide alimentaire.
- **Togo** : Le gouvernement du Togo a mis en place un système de transfert monétaire pour fournir des fonds via transfert mobile, avec des montants plus élevés pour les ménages vulnérables et les femmes. Les informations concernant les fonds décaissés et les bénéficiaires sont disponibles [en ligne](#).

Aide d'urgence participative et responsable

- **Afrique du Sud** : [Le Treasury](#) a fourni un portail en ligne aux citoyens suggérant comment allouer des fonds en réponse à la pandémie.
- **Rwanda** : Le gouvernement rwandais distribue des colis de sécurité alimentaire aux ménages les plus vulnérables, identifiés par le gouvernement local. Le gouvernement a mis à disposition une [ligne d'aide téléphonique](#) gratuite pour que les ménages puissent téléphoner s'ils ont été à tort exclus du programme.

Les membres du PGO ont essentiellement rempli les engagements suivants avant la crise de la COVID-19. Ils démontrent la faisabilité des recommandations ci-dessus.

- **Guatemala** (2016-2018) : S'est engagé à fournir des informations publiques et des opportunités d'audits sociaux et de participation au sein du plan de gestion intégrée pour la réduction des risques de catastrophe.
- **Pérou** (2015-2016) : Surveillance accrue par la société civile du programme national de nutrition scolaire.
- **Arménie** (2018-2020) : A créé un site Web répertoriant les services de soins médicaux gratuits (en cours).
- **Philippines** (2011-2013) : Utilisation de la budgétisation participative pour déterminer les plans d'action locaux contre la pauvreté dans 595 municipalités.
- **Paraguay** (2014-2016; 2016-2018) : Engagement envers la participation des citoyens et le suivi du programme national de réduction de la pauvreté, y compris par le biais d'audits sociaux et de mécanismes de rétroaction des citoyens.

Ressources

- Une équipe d'économistes de la Banque mondiale et de l'ONU tient une liste des [mesures de protection sociale](#) à travers le monde en réponse à la COVID-19.
- [Economics for Inclusive Prosperity](#) propose un guide complet des réponses en matière de protection sociale dans les pays en développement.
- L'International Food Policy Research Institute fournit également un [dossier](#) sur la protection sociale sensible à la spécificité des sexes pendant la COVID-19.

Partenaires pouvant apporter un soutien et des informations supplémentaires

[Global Partnership for Social Accountability](#)

[Open Data Institute](#)

[OXFAM](#)

[Transparency International](#)

[World Vision](#)

Merci à nos collègues d'Accountability Research Center pour le partage des recommandations et la révision de ce module.

PROTECTION DES DÉNONCIATEURS ET INTÉGRITÉ SCIENTIFIQUE

Les gouvernements du monde entier contournent les normes de bonne gestion publique et les processus scientifiques dans leur précipitation de réponse à la pandémie de COVID-19. Dans le contexte d'une crise qui se déroule rapidement, les gouvernements modifient rapidement les réglementations et les institutions, ce qui pourrait créer par inadvertance des ouvertures pour la corruption et la mauvaise gestion.

La corruption menace de diminuer l'efficacité des mesures de réponse vitales telles que les plans de relance nationaux et l'approvisionnement d'urgence en fournitures médicales. Les gouvernements contournent également les mesures de transparence durement gagnées dans leur urgence à obtenir des fournitures essentielles.

Il en résulte que la protection des lanceurs d'alerte est plus importante que jamais pour garantir une utilisation efficace et éthique des fonds publics en réponse à la crise. De même, le maintien de l'intégrité du processus scientifique est essentiel pour garantir une politique de santé précise et une forte confiance du public dans les efforts de recherche du gouvernement. Il est donc essentiel d'adopter une approche gouvernementale ouverte en matière de protection des dénonciateurs et d'intégrité scientifique pour trouver un équilibre efficace entre des mesures d'intervention rapide et efficace en cas de pandémie.

Recommandations

Les recommandations suivantes concernant la protection des dénonciateurs sont tirées de [Transparency International](#) et du [Government Accountability Project](#).

Les recommandations sur l'intégrité scientifique sont tirées du [Center for Disease Control](#), du [National Institute of Health](#), et du [Code de conduite européen pour l'intégrité en recherche](#).

Réponse ouverte :

Les mesures de réponse ouverte placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts immédiats du gouvernement pour limiter la contagion et fournir une aide d'urgence.

Protection des dénonciateurs

- **Voie de communication anonyme** : Fournir une variété de voies de communication anonymes, telles que des services d'appel direct internes et externes, des portails en ligne ou des responsables de la conformité pour augmenter l'accès à partir d'une diversité de lanceurs d'alerte. Assurer en particulier des voies de communication pour les zones à haut risque dans la réponse à la pandémie, telles que l'approvisionnement en fournitures médicales.
- **Règlements et mécanismes transparents** : Les mécanismes de dénonciation devraient être très visibles, transparents, réalisables et à jour.

- **Accès à la justice** : Veiller à ce que l'accès des lanceurs d'alerte à un avocat soit protégé par la loi et qu'ils aient accès à des recours juridiques et à une représentation.
 - **Participation continue** : Donner aux lanceurs d'alerte le choix de participer aux enquêtes ultérieures et d'être informés de l'avancement et des résultats des enquêtes.
 - **Contrôle parlementaire** : Le pouvoir législatif devrait utiliser son autorité pour superviser et assurer un suivi régulier de la protection des dénonciateurs et des questions d'intégrité scientifique spécifiquement liées à la COVID-19.
- Portée de la protection des dénonciateurs :
- **Vastes protections individuelles** : Protéger toute personne témoin d'actes répréhensibles. Les protections devraient s'étendre au-delà des employés du secteur public pour inclure les travailleurs du secteur privé, les citoyens, les sous-traitants, les travailleurs médicaux et les membres des médias.
 - **Vaste définition des actes répréhensibles** : La portée des divulgations qui relèvent de la protection des dénonciateurs devrait être large, s'étendant au-delà du comportement criminel pour inclure le préjudice à l'intérêt public.
 - **Vaste protection contre les représailles** : Se protéger contre toutes les formes de représailles, pas seulement contre le harcèlement au travail. Les lanceurs d'alerte devraient être protégés des conséquences directes, indirectes et futures ainsi que des actions civiles et des poursuites pénales. Les femmes sont plus susceptibles de subir des représailles, il convient donc d'envisager des protections supplémentaires fondées sur le genre.

Intégrité scientifique

- **Processus scientifiques apolitiques** : Isoler autant que possible les processus scientifiques des questions politiques, tels que la recherche et les tests de vaccins.
- **Communication ouverte avec le public** : Entretenir des canaux de communication entre chercheurs et experts gouvernementaux et médias et grand public afin de diffuser des informations vitales sur la COVID-19.
- **Liberté d'expression** : Permet aux scientifiques de parler aux médias et au public dans leur domaine d'expertise, sans censure.
- **Surveillance indépendante** : Le pouvoir législatif et les tribunaux devraient conserver la capacité d'exercer une surveillance étroite et d'examiner les allégations d'inconduite en matière de recherche, y compris les cas de fabrication, de falsification et de plagiat.
- **Protection des dénonciateurs** : Les droits des lanceurs d'alerte dans la communauté scientifique sont particulièrement importants lors d'une crise de santé publique. Veiller à ce que les processus d'enquête soient équitables, complets et rapides.

Récupération et réforme ouvertes :

Les mesures de récupération ouvertes placent la transparence, la responsabilité et la participation au centre des efforts de reconstruction du gouvernement à moyen terme suite à la COVID-19. De même, des initiatives de réforme ouvertes garantissent que le public est au cœur du gouvernement durant la période post-pandémique.

Protection des dénonciateurs

- **Données ouvertes :** Publier régulièrement des données et des informations relatives à la divulgation des dénonciateurs, telles que le nombre de divulgations, les résultats et la prévalence d'actes répréhensibles.
- **Autorité indépendante d'examen des plaintes :** Mettre en place un organe indépendant ayant le pouvoir d'enquêter sur les représailles et les enquêtes abusives, d'administrer des sanctions et de fournir des lignes directrices en matière de mécanismes de communication.

Intégrité scientifique

- **Formation universelle :** Former les scientifiques à des méthodes scientifiques robustes, à la conception expérimentale et aux statistiques appropriées, aux pratiques de recherche responsables et aux compétences en communication qui reflètent l'intégrité scientifique.
- **Science ouverte :** Établir la science ouverte comme procédure opérationnelle normalisée et promouvoir la reproductibilité de la recherche grâce à la transparence.
- **Processus d'examen par les pairs :** Créer des processus transparents pour l'examen par les pairs et la correction et / ou la rétractation des documents publiés.
- **Critères d'évaluation rigoureux et complets :** Des critères de conception qui reconnaissent et récompensent les normes d'intégrité les plus élevées en recherche scientifique.

Exemples

Les exemples suivants sont des initiatives récentes en réponse à la pandémie de COVID-19 et sont tirés de notre liste d'externalisation ainsi que des documents de nos partenaires.

Protection des dénonciateurs

- **États-Unis :** Le 21 avril 2020, le Dr Rick Bright a été [démis](#) de ses fonctions de directeur de la Biomedical Advanced Research and Development Authority après avoir résisté aux "directives erronées" visant à promouvoir des traitements non éprouvés pour la COVID-19. Lui-même et ses avocats ont déposé une plainte de dénonciateur auprès de l'inspecteur général de la santé et des services sociaux (HSS). De plus, les membres de la Chambre des représentants ont [l'intention](#) de tenir une audience sur le licenciement du Dr Bright et ont demandé à l'inspecteur général du HSS d'examiner la question.

Intégrité scientifique

- **États-Unis** : Le National Science Policy Network et la Federation of American Scientists ont créé une plateforme en ligne permettant au public de lire les réponses et de poser des questions aux scientifiques concernant la COVID-19.
- **Brésil** : L'Institut brésilien d'information en science et technologie a créé un répertoire de rapports scientifiques, de données, d'articles et de manuscrits liés à la COVID-19.

Les exemples suivants sont des engagements précédemment pris par des membres du PGO démontrant des éléments des recommandations formulées ci-dessus.

Protection des dénonciateurs :

- **Irlande** : (2014-2016) Encourager, protéger et sensibiliser aux fonctions et protections des dénonciateurs.
- **France** : (2015-2017) Introduire des dispositions légales pour se protéger contre les conflits d'intérêts.
- **Danemark** : (2019-2021) Portails de lanceurs d'alerte anonymes pour les employés du système de justice.
- **République tchèque** : (2018-2020) Sensibilisation aux lanceurs d'alerte.

Intégrité scientifique :

- **États-Unis** : (2015-2017) A ouvert les informations et les données des organismes scientifiques financés par le gouvernement pour permettre l'innovation citoyenne.
- **Royaume-Uni** : (2013-2015) A permis aux citoyens de contribuer à l'élaboration de politiques sur des questions impliquant l'innovation et l'analyse scientifiques par le biais du programme Sciencewise.

Ressources

Protection des dénonciateurs

- Consultez cette [lettre ouverte](#) de plusieurs partenaires de la société civile, dont Access Info, Transparency International et autres, appelant à une protection et une transparence accrues des dénonciateurs dans les réponses des gouvernements face à la COVID-19.
- Le Government Accountability Project propose un [guide](#) complet sur la dénonciation ainsi qu'un [guide](#) dédié spécifiquement aux scientifiques fédéraux, avec le contexte américain comme accent principal.
- Le [RECORD Project](#) et [Transparency International](#) ont publié des recommandations pour la directive de l'UE sur la protection des dénonciateurs. Transparency International propose également un [guide](#) des meilleures pratiques pour la législation sur les dénonciateurs.

Intégrité scientifique

- L'InterAcademy Council a publié ce [rapport](#) 2012 sur les meilleures pratiques pour les scientifiques du gouvernement en matière de conduite responsable de recherche.

**Partenaires pouvant
apporter un soutien
et des informations
supplémentaires**

- L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dispose également d'un [guide](#) axé sur l'intégrité scientifique et la prévention des cas d'inconduite.
- All European Academies (ALLEA) ont créé le [Code de conduite européen pour l'intégrité en recherche](#), qui est reconnu par la Commission européenne.

[Organized Crime and Corruption Reporting Project](#)

[Transparency International](#)

[Access-Info](#)

[Government Accountability Project](#)

Merci à nos partenaires de Transparency International et de l'Organized Crime and Corruption Reporting Project pour le partage des recommandations et la révision de ce module.